



Le parti de la classe moyenne

ISBN: 978-3-033-01091-8

Union démocratique du centre

Secrétariat général

Case postale 8252, 3001 Berne

CCP 30-8828-5

Courriel: info@syp.ch



Plate-forme électorale 2007–2011

**Ma maison –
notre
Suisse**

Table des matières

D'un seul coup d'œil:

L'UDC et son programme	5
------------------------	---

Ueli Maurer:

Ma maison – notre Suisse	6
--------------------------	---

La Suisse, un cas particulier:

L'indépendance est une chance	8
-------------------------------	---

Citoyens et Etat:

Autodétermination démocratique et non toute-puissance de l'Etat	12
---	----

Politique extérieure:

Ouverture au monde, fermeté et défense des intérêts du pays	16
---	----

Impôts et redevances:

Plus pour les citoyens, moins pour l'Etat	22
---	----

Entreprises, arts et métiers:

L'omniprésence des bureaucrates	26
---------------------------------	----

Finances:

La légende des «économies forcées»	30
------------------------------------	----

Sécurité:

Lutte contre la criminalité	34
-----------------------------	----

Défense nationale:

Une armée de milice adaptée à la menace	38
---	----

Politique d'asile:

Des succès grâce à une action rigoureuse	42
--	----

Politique des étrangers:

Freiner l'immigration	44
-----------------------	----

**Agriculture:**

Le paysan est un chef d'entreprise 48

Formation:

Exiger des performances et les soutenir 52

AVS, AI, AC:

Pour des assurances sociales sûres 56

Santé:

Notre système de santé publique est malade 60

Transports:

Résoudre les problèmes au lieu de les reporter 62

Energie:

Pour un approvisionnement énergétique sûr et avantageux 66

Médias:

Diversité et non pensée unique 70

Culture:

La culture est l'affaire de la culture 74

Sport:

Le sport stimule le corps et l'esprit 76

L'être humain, la famille et la communauté:

Collaboration et non confrontation 78

La voie de l'avenir:

Responsabilité individuelle et non socialisme 82

Répertoire des mots-clefs

83



*«Zottel», bouc nain et porte-bonheur de l'UDC pour l'année électorale 2007, est déjà une vedette.
Internet: www.zottel-udc.ch*

D'un seul coup d'œil:

L'UDC et son programme



L'UDC s'engage pour que la Suisse reste pour nous et les générations qui nous suivront un pays où il fait bon vivre. Notre programme vise en tous points cet objectif.

Concrètement, cela signifie que nous nous engageons pour

- une Suisse démocratique et indépendante afin que vous ayez toujours votre mot à dire;
- une Suisse diverse, libre et ouverte au monde, une Suisse qui ne se calque pas sur l'Union Européenne;
- davantage d'emplois grâce à moins de prescriptions et de bureaucratie afin que les arts et métiers et toute l'économie puissent prospérer;
- qu'il vous reste plus d'argent dans votre porte-monnaie grâce à une baisse des impôts, taxes et redevances;
- un Etat moins activiste, donc moins onéreux, qui fasse moins de dettes dont les intérêts absorbent vos impôts;
- plus de sécurité dans la vie quotidienne grâce à une lutte rigoureuse contre la criminalité et le terrorisme;
- moins d'abus dans le droit d'asile et moins d'immigration dans le système social;

- des denrées alimentaires saines et de l'énergie avantageuse produites en Suisse;
- une politique de la formation axée sur les performances afin que les jeunes mais aussi les moins jeunes soient à nouveau les meilleurs sur le marché international du travail;
- la garantie des œuvres sociales en luttant contre les abus;
- des primes d'assurance-maladie plus basses grâce à une cure de désintoxication pour notre système de santé publique;
- de meilleures infrastructures de transport afin que vous ne restiez pas coincés dans les bouchons;
- la protection de la vie et de la famille traditionnelle en tant que noyau de la société.

Pour savoir ce que tout cela signifie dans le détail, lisez les pages suivantes!

Ueli Maurer:

Ma maison – notre Suisse



La citoyenne ou le citoyen que vous êtes se demande à juste titre quelle est la politique qui vous est la plus utile. Pour l'UDC, c'est une politique qui vous permet de vivre dans la dignité et dans la prospérité, une politique qui vous assure un travail et qui vous offre une sécurité et une liberté maximales. L'UDC est convaincue que chacun est en droit de vivre dans un environnement harmonieux, tant sur le plan privé que professionnel. Nous sommes persuadés que le bonheur, c'est d'avoir un chez soi, mais aussi de vivre dans un pays aux dimensions humaines, dans un petit Etat comme la Suisse, justement.

Nous avons fait avancer le pays

Les élections peuvent faire bouger les choses. En 2003, les citoyennes et les citoyens suisses ont fait de l'UDC le premier parti du pays par le nombre de ses électeurs. L'UDC forme

aujourd'hui le principal groupe au parlement fédéral avec 64 femmes et hommes. Conséquence logique, l'Assemblée fédérale a élu en la personne de Christoph Blocher un deuxième représentant UDC au Conseil fédéral à côté de Samuel Schmid. Tant les membres UDC du gouvernement que ceux du parlement ont tout fait pour respecter rigoureusement la volonté de leurs électeurs. Avec un résultat remarquable et réjouissant. Toutes celles et tous ceux qui veulent faire avancer le pays et qui sont prêts à faire un effort pour cela ont été confirmés dans leur conviction en constatant que les choses commencent à bouger à Berne.

Une double présence au gouvernement bien utilisée

Grâce à la pression de l'UDC, le Conseil fédéral a enfin renoncé à son fameux «objectif stratégique» de l'adhésion de la Suisse à l'UE qu'il ne considère désormais plus que comme une «option à long terme». La souveraineté, l'indépendance et la neutralité de notre pays y ont gagné. Le gouvernement fédéral a enfin compris qu'il existe à côté de Bruxelles et de l'UE des marchés nettement plus dynamiques – américains et asiatiques, notamment – qui doivent aussi s'ouvrir à la Suisse. Mais l'UDC reste vigilante pour empêcher que la Suisse ne soit pas tout de même poussée dans l'UE par la petite porte. Le Conseil fédéral est enfin prêt à réexaminer les dépenses de l'Etat et à les réduire dans une proportion pouvant aller jusqu'à 20%. Le conseiller fédéral Samuel Schmid a donné le bon exemple en réduisant systématiquement les dépenses du Département fédéral de la défense, et cela depuis des années. Et le conseiller fédéral Christoph Blocher a montré à la tête du Département fédéral de justice et police qu'il était possible d'économiser 266 millions de francs par an sans réduire les prestations d'un iota. Grâce à une loi sur l'asile plus sévère, la Suisse attire aujourd'hui moins de faux réfugiés, si bien que le nombre de requérants et les coûts qui en résultent



ont sensiblement baissé. Une nouvelle loi sur les étrangers permet à la Suisse de conserver sa marge de manœuvre pour se défendre contre une immigration massive.

Explosion des dépenses publiques

Malheureusement, il n'a pas été possible de corriger le tir partout. Les dépenses de la Confédération continuent à augmenter au même rythme que ses dettes. Nous vivons toujours avec la carte de crédit de nos enfants. Les dépenses sociales explosent comme les coûts de la santé. La prévoyance-vieillesse n'est pas garantie et l'assurance-invalidité est un tonneau sans fond. A eux seuls, les déficits annuels des chemins de fer sont presque deux fois plus élevés que les dépenses fédérales pour l'agriculture. Notre politique extérieure et d'aide au développement est beaucoup trop chère. Nous sommes confrontés aux exigences sans cesse nouvelles de la gauche et des partis centristes qui suivent le mouvement sans réfléchir: participation de l'Etat aux crèches, harmonisation des allocations familiales, augmentation systématique des prestations sociales, et j'en passe. Tout cela est prétendument gratuit – parce que ce sont les autres qui paient!

Payer, encore et toujours payer

Travaillez-vous? Avez-vous mis un peu d'argent de côté? Et voulez-vous en profiter plus tard? Alors vous n'avez d'autre choix que de voter UDC. Car la gauche tend ses doigts crochus vers votre salaire et votre compte en banque. En augmentant les primes, les prélèvements obligatoires, les redevances et même en pratiquant une arnaque des amendes. Et ce n'est pas tout. Les socialistes ne manquent pas d'imagination quand il s'agit de prendre l'argent dans les poches des gens: augmentation des prélèvements sur les salaires, impôt successoral, impôt sur les gains en capital, taxes sur l'électricité, impôt de luxe, impôt sur les donations. Pourtant, nous travaillons aujourd'hui déjà en moyenne six mois par année

pour payer les prélèvements que nous impose l'Etat. C'est ainsi que l'on détruit la compétitivité, les emplois, la croissance et la prospérité. Et si le PS atteint son objectif de pousser la Suisse dans l'UE, tous les Suisses payeront deux fois plus de TVA. Pour une famille de quatre personnes, une telle hausse représente une charge supplémentaire de 10 000 francs par an. La gauche s'en moque. Les socialistes et leur clientèle sont les principaux bénéficiaires de la machine à redistribuer l'argent et vivent confortablement depuis belle lurette du secteur étatique et semi-étatique. Ces gens-là n'agissent pas pour servir le pays, mais pour profiter du pays et de ses contribuables.

Vous avez le choix!

L'UDC défend les valeurs fondamentales de la culture chrétienne occidentale. Elle s'engage pour les hommes et les femmes qui sont prêts à faire un effort à tous les niveaux. Pour celles et ceux qui savent ce que c'est que de gagner de l'argent, qui font tout pour entretenir eux-mêmes leurs familles, qui assument leurs responsabilités au lieu de vivre aux frais des contribuables. La gauche, par contre, représente les profiteurs de l'Etat, les redistributeurs de l'argent des autres, les abuseurs sociaux. Les élections de l'automne 2007 seront l'occasion pour le souverain de décider lequel des deux groupes de la population doit être plus fortement représenté au gouvernement et au parlement. Le souverain pourra choisir entre la prospérité, l'emploi et un avenir dans la sécurité, d'une part, la pauvreté, l'endettement et la déchéance économique, d'autre part.

Ueli Maurer, conseiller national

Président de l'UDC Suisse

La Suisse, un cas particulier:

L'indépendance est une chance

La Suisse est un Etat libéral offrant de larges libertés et droits populaires à ses citoyens, un Etat menant une politique de neutralité permanente et armée, un Etat reposant sur une structure fédéraliste. Le lien spirituel entre les Suissesses et les Suisses est un patriotisme qui ne se fonde pas sur une culture ou une langue uniforme, mais sur une histoire commune et une profession de foi en faveur du cas particulier helvétique (le fameux «Sonderfall Schweiz») qui, par son ordre libéral, a précisément permis l'existence de cet Etat multiculturel. Si cette conviction se dissipe ou si l'un de ses fondements est détruit (indépendance, fédéralisme, droits populaires, neutralité), l'existence de la Suisse est menacée dans sa totalité.

Profession de foi en faveur d'une Suisse fédéraliste issue de la volonté de ses citoyens

Contrairement à presque tous les autres Etats d'Europe, la Confédération suisse n'a pas été conquise ou imposée par un prince ou un roi. Elle résulte bien plus de l'union volontaire de «peuples» – pour reprendre le terme qui figurait dans l'ancienne Constitution fédérale – auto-

mes et très différents les uns des autres. Les cantons se sont alliés au fil des siècles pour former finalement la Suisse fédérale. Leurs habitants entendaient ainsi sauvegarder leur autonomie, leur indépendance et leur prospérité. Dans un pays comme la Suisse, issu de la volonté de ses habitants, le fédéralisme est l'unique forme possible de l'unité nationale. Indispensable à la survie de notre pays, le fédéralisme doit donc être soigneusement entretenu. Le fédéralisme autorise une participation directe maximale dans une entité étatique à dimension humaine comme la Suisse. Il empêche l'émergence d'un pouvoir central gouvernant sans consulter les citoyens. Mais le fédéralisme est aussi un gage de succès économique, car il encourage la concurrence. Plus une entité politique est petite, plus sa gestion est performante. Preuves en sont les finances communales qui, en règle générale, sont en meilleur état que les finances cantonales qui, à leur tour, sont plus saines que les finances fédérales.



Citoyens dans le plein sens du terme

«Le petit Etat existe pour qu'il y ait au monde un endroit avec une proportion maximale de citoyens dans le plein sens du terme.»

(Jacob Burckhardt: *Weltgeschichtliche Betrachtungen*, 1905)

Conclusion: un système fédéraliste, donc décentralisé, est toujours supérieur à une structure centralisée.

Empêcher l'abandon partiel d'une recette qui a fait ses preuves

L'histoire de la Suisse moderne montre qu'un Etat indépendant, fédéraliste et démocratique pratiquant un régime économique libéral peut offrir à ses habitants prospérité, liberté et sécurité. Plus de 150 ans de paix et de bien-être en sont la preuve. La Suisse est certes toujours un des pays les plus riches du monde, mais elle a perdu sa position de leader à cause du développement sournois d'un Etat socialiste et redistributeur qui mine la responsabilité individuelle. Il est évident que l'abandon progressif de l'idée du Sonderfall Schweiz, du cas particulier suisse, n'est pas à l'avantage de ce pays.

La démocratie directe de la Suisse est unique au monde

Depuis l'existence de l'Etat fédéral, il y a eu en Suisse plus d'élections et de votations que dans l'ensemble des autres pays du monde. Les Suisses votent plus souvent en une année que, par exemple, les Britanniques durant toute leur vie.



La vraie qualité suisse.

Retour à la qualité suisse

L'esprit suisse est traditionnellement fait de fiabilité, de modestie, de ponctualité, d'économie et d'assiduité au travail. Ces valeurs ont marqué et marquent toujours les produits et services qui sont appréciés dans le monde entier sous le label «qualité suisse». Malheureusement, on s'est écarté de cette qualité suisse au fil des ans – dans la politique, dans l'économie et aussi dans la société. Trop souvent, ces valeurs sont aujourd'hui remplacées par des considérations de prestige, par le spectacle politique et les interventions grandiloquentes.



L'histoire de la Suisse se reflète dans l'architecture au Palais fédéral.

La qualité typiquement suisse y perd, car la qualité d'un petit Etat ne consiste pas en des apparitions brillantes, des distributions de leçons et une belle image. Nous n'avons chez nous ni palais royaux, ni statues équestres, ni héros de la marine installés sur un piédestal. Mais les portes se sont toujours ouvertes dans le monde entier aux Suisses fiables, travailleurs et honnêtes – moins souvent les grands et somptueux portiques que les petites entrées des fournisseurs, bien plus utiles.

Souveraineté ne signifie pas isolement, mais indépendance

Jamais la Suisse dans son histoire ne s'est isolée du reste du monde, jamais elle ne s'est détachée de son contexte économique, politique et culturel. Le commerce, les échanges et même les partenariats ont depuis toujours déterminé la vie de la Suisse et ses rapports avec les autres Etats. Mais tout en s'engageant au niveau international, la Suisse a su jusqu'à récemment encore sauvegarder sa souveraineté. Depuis 1848, nous savons que seul un Etat national constitue une organi-

sation politique judicieuse. Jamais la voie de la liberté et de l'indépendance n'a été abandonnée.

L'harmonisation ne remplace pas la liberté

Depuis quelques années, un nombre croissant de représentants de la politique, de l'administration et de la société manifestent un internationalisme quasi obsessionnel. Ces gens semblent souffrir des limites que notre petit Etat impose à leurs projets, visions et idées grandioses. Pour eux, un petit Etat n'est pas un avantage, mais une tare. Exaltant des convictions presque religieuses, ils prêchent «la rédemption par l'intégration». Une manière d'espérer sottement que nos problèmes vont se résoudre tout seuls. Ce minage systématique de la souveraineté suisse est dissimulé par des notions à la mode comme l'intégration ou l'harmonisation. Or, ces deux concepts sont en opposition avec une organisation libérale de la société, car ils débouchent forcément sur le nivellement et l'alignement, sur la contrainte et la mise sous tutelle, sur la centralisation du pouvoir et la bureaucratie.

Réflexions sur un petit Etat

«Peut-être déciderons-nous tout de même de ne rien vouloir d'autre que ce petit Etat: une maison solide avec des portes ouvertes à nos voisins, des grandes fenêtres donnant sur le monde. Ce n'est qu'ainsi que ce petit Etat peut persister: s'il est solide et ouvert!»

(Karl Schmid: Gedanken über unseren Kleinstaat, 1964)

Notre Etat fédéral a de l'avenir

Pour résoudre des problèmes politiques, il faut des Etats nationaux capables d'agir. Eux seuls disposent des moyens matériels, personnels, financiers, voire militaires nécessaires à cet effet. L'enseignement à tirer des récentes crises politiques



mondiales est évident: devant l'urgence, le réflexe national reprend le dessus – aussi en Europe. Mais bien que les Etats nationaux soient les seuls à pouvoir résoudre ces problèmes, les organes de l'UE tentent d'accaparer toujours plus de pouvoir et de compétences. Cette extension du pouvoir central se fait forcément au détriment de la démocratie, donc du droit de participation des citoyens et de la souveraineté des Etats individuels. Pour la Suisse, adhésion à l'UE égale abandon de l'indépendance, du fédéralisme et des droits populaires – donc des trois piliers du cas particulier helvétique. Depuis peu, l'UE tente de mettre sur pied une armée commune. Dès lors, l'adhésion à l'UE signifie aussi l'adhésion à un futur pacte militaire et, partant, la perte du quatrième pilier du cas particulier suisse: la neutralité armée, permanente et intégrale.

Positions

L'UDC

- fait profession de foi en faveur du cas particulier suisse et d'un Etat reposant sur les quatre piliers que sont l'indépendance, le fédéralisme, la démocratie directe et la neutralité permanente, intégrale et armée;
- combat les tentatives égoïstes et intéressées, de politiciens et de l'administration, d'abandonner le cas particulier suisse sous le prétexte de «l'intégration» et de «l'harmonisation»;
- exige un Etat fédéral capable d'agir efficacement, tout en respectant les limites de ses compétences.



Le fédéralisme rapproche l'Etat des citoyens et réduit les dépenses publiques.

Citoyens et Etat:

Autodétermination démocratique et non toute-puissance de l'Etat

La globalisation et la multiplication des liens internationaux qui en découlent accroissent la pression vers l'internationalisation du droit, vers la centralisation et vers le contrôle des citoyens.

Le fédéralisme et l'autodétermination démocratique sont menacés. Sous le prétexte de la sécurité et de l'efficacité, les citoyens doivent se mettre à nu et se laisser enregistrer par l'Etat, voire par des organisations internationales. Les droits démocratiques sont restreints et les règlements remplacent l'autodétermination. Les cantons et les communes décident de moins en moins eux-mêmes, mais exécutent le droit de la Confédération. Et les citoyennes et les citoyens sont juste bons à donner leur aval.

Le fédéralisme favorise la concurrence et l'efficacité

Vivre le fédéralisme, c'est affronter la concurrence des autres Etats fédérés, mais aussi de l'étranger, avec ses idées et ses talents, avec ses moyens financiers et sa force de travail. Selon le principe de l'économie de libre marché, les citoyennes et les citoyens doivent pouvoir choisir librement les prestations de service, les taux d'imposition, les systèmes scolaires et les réglementations légales avec lesquelles ils veulent vivre. La concurrence entre cantons qui en résulte

créée, par analogie à l'économie de marché, des effets positifs comme l'innovation, la baisse des impôts, la dérégulation et la performance.



Le fédéralisme est critiqué par tous ceux qui y voient un obstacle à l'adhésion à l'UE ou qui voient leurs tentatives centralisatrices menacées. Ils demandent la suppression de la majorité cantonale lors des votations et affirment que les cantons feraient mieux de marcher en rang au lieu de s'opposer. Or, cette opposition n'existe pas dans la réalité. La coopération intercantonale fonctionne parfaitement là où c'est nécessaire. Les concordats policiers, par exemple, en sont une preuve. Mais grâce au fédéralisme cette collaboration n'a lieu que quand elle est utile; le fédéralisme empêche que tous les cantons, du canton de montagne des Grisons au canton-ville frontalier de Genève, soient pressés dans le même moule.

Les uniformisations légales doivent être saluées là où elles sont raisonnables. Mais il appartient en priorité aux cantons de chercher la collaboration. Toute immixtion internationale dans l'organisation fédéraliste de la Suisse doit donc être strictement refusée.



Décisions au niveau communal – proches des citoyens et pratiques

La Suisse a choisi autrefois la démocratie et le fédéralisme, donc une répartition horizontale du pouvoir. Ainsi, les décisions sont prises de manière décentralisée et par les citoyens. L'entité politique la plus petite et la plus proche des citoyens est la commune. La commune n'est pas simplement l'organe d'exécution le plus petit, mais aussi le niveau décisionnel le plus proche des citoyens.

Plus les décisions sont prises par la Berne fédérale, plus elles s'éloignent des besoins réels des citoyens. Les cantons et les communes ne doivent plus accepter d'être dégradés au niveau d'organes purement exécutants, mais ils doivent faire usage de leurs droits et de leur indépendance et en assumer la responsabilité. Ce n'est pas l'affaire de la Confédération de décider combien de crèches d'enfants doivent être mises à disposition dans une commune, quand un bureau postal doit être ouvert ou encore combien coûte l'eau. Toutes ces décisions doivent être prises au niveau communal et en tenant compte des besoins locaux. La Confédération doit respecter le principe de la subsidiarité et se limiter aux tâches qu'elle est la mieux à même d'accomplir.

Le même principe doit s'appliquer à la fusion de communes. Les communes doivent pouvoir décider elles-mêmes si et sous quelle forme elles veulent se réunir. Ainsi, les fusions ou coopérations n'auront lieu que si elles répondent à un réel besoin et si elles ont le soutien de la population. Les fusions dictées par le pouvoir cantonal, sans consultation des citoyens, sont contraires à nos principes démocratiques fondamentaux et minent un fédéralisme qui a fait ses preuves.

Unique au monde, le droit d'initiative suisse caractérise notre démocratie directe.



Responsabilité individuelle et démocratie en lieu et place de la toute-puissance de l'Etat

L'Etat a de plus en plus tendance à accompagner et à contrôler l'être humain depuis le berceau jusqu'au cercueil. Chaque fois qu'un accident se produit, on entend des appels en faveur d'une nouvelle loi ou d'une nouvelle intervention étatique. L'Etat doit tout assurer, tout garantir. On ne laisse plus rien à la responsabilité individuelle, à l'initiative individuelle. Le citoyen responsable est remplacé par le brave habitant qui attend les ordres. Des élus politiques critiquent des citoyens qui osent lancer un référendum, des tribunaux ignorent des principes constitutionnels et tentent de tailler dans les droits démocratiques des citoyens. Ces tentatives de miner les droits démocratiques et de placer la justice au-dessus de la démocratie doivent être combattues.

Positions

L'UDC

- s'oppose à l'immixtion internationale dans les affaires intérieures de la Suisse et dans le système fédéraliste de la Suisse;
- demande que le Conseil fédéral et l'administration ne se mêlent pas des campagnes de votation;
- combat les tendances centralisatrices et l'extension des tâches de la Confédération;
- rejette les fusions de communes ordonnées par l'Etat;
- défend les droits démocratiques des citoyennes et des citoyens;
- demande le renforcement de la libre expression des opinions par la suppression de la norme pénale contre le racisme ainsi que la dissolution de la Commission fédérale contre le racisme.



Politique extérieure:

Ouverture au monde, fermeté et défense des intérêts du pays

Depuis des années, on nous répète comme moulins à prières que la Suisse pratique une politique d'isolement par rapport au monde. Les auteurs de cette affirmation ne connaissent de toute évidence ni la Suisse, ni l'étranger. La Suisse a toujours entretenu des liens économiques et culturels étroits avec l'étranger. Elle est plus ouverte au monde que bien d'autres Etats. L'Union européenne est un partenaire important et utile pour la Suisse. Mais ce n'est pas le seul. Trop longtemps, nos gouvernants ont eu les yeux rivés sur Bruxelles et l'espace européen sans se rendre compte que les marchés les plus dynamiques se situent aujourd'hui en Asie de l'Est et aux Etats-Unis.

Se respecter soi-même pour se faire respecter

L'UDC veut une Suisse indépendante et sûre d'elle. Un pays qui ne se respecte pas ne peut pas attendre du respect des autres. En authentiques patriotes, nous n'avons jamais eu peur de mettre en évidence et d'entretenir les avantages de la Suisse. Parmi ceux-ci, il y a la neutralité permanente, intégrale et armée, la démocratie directe, le fédéralisme, l'autonomie communale, une monnaie indépendante et la souveraineté fiscale. Nous concevons la politique extérieure comme une politique de défense des intérêts de la Suisse. Voilà pourquoi l'UDC a toujours critiqué des accords internationaux mal négociés.

Libérer la Suisse du corset des conventions et prescriptions internationales

Il devient de plus en plus fréquent que la Suisse s'impose des conventions et prescriptions internationales qui, avec la bénédiction de la majorité du parlement, enlèvent des droits de participation au peuple – et cela pour toujours. On citera, par exemple, les conventions sur le racisme, sur les droits des enfants, sur le droit à la formation, la Convention alpine et bien d'autres encore. Par contre, quand une telle convention n'est

pas conforme aux idées de cette même majorité parlementaire – par exemple, quand elle vise plus de sévérité en matière de drogues – on trouve tout à coup moyen de l'éluider. C'est un élément essentiel de notre démocratie que de remettre en question à tout moment une décision prise précédemment et, si nécessaire, de la faire corriger par le souverain. Grâce aux voies détournées du droit international, cette compétence du souverain est progressivement diluée.

Curieuse conception d'un ancien ministre des affaires étrangères

«La défense des intérêts nationaux ne peut pas être l'unique fil rouge de la politique extérieure.»

(Rapport de politique extérieure du Conseil fédéral rédigé sous la direction de Joseph Deiss, 15.11.2000)

Contre la vanité et le besoin de se profiler

L'UDC demande depuis toujours que la Suisse mène une politique extérieure fiable et prévisible. Or, l'intelligente réserve dont faisait autrefois preuve la Suisse sur le plan international a cédé la place à une politique prétentieuse qui consiste à donner des leçons tous azimuts et à se mêler des affaires des autres. Ces prises de position unilatérales et moralisatrices heurtent des Etats tiers et indisposent des partenaires commerciaux. Les besoins personnels de se profiler, les joies du tourisme de congrès et la vanité de nombreux élus politiques doivent être subordonnés aux intérêts des citoyennes et des citoyens de ce pays.

Un président de la Confédération avide de prestige

«L'UE nous a reçus à Bruxelles avec des honneurs particuliers qui, d'ordinaire, sont réservés aux grandes puissances comme les Etats-Unis et la Chine.»

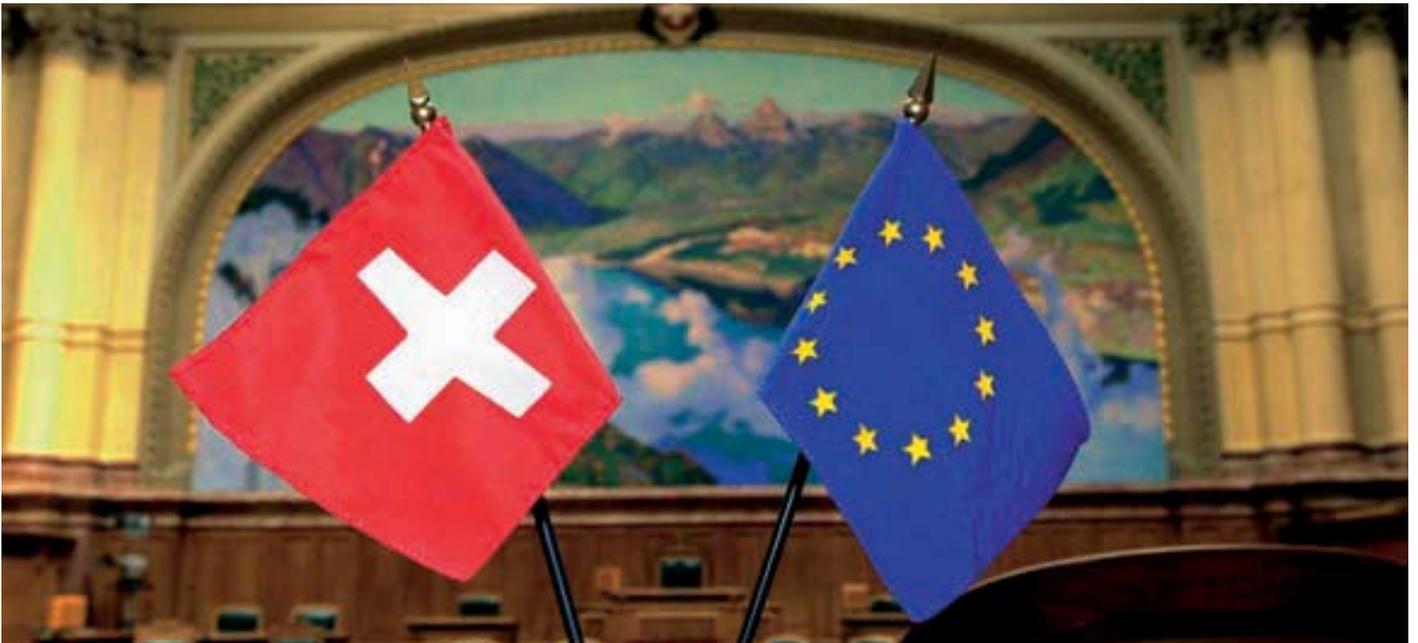
(Joseph Deiss, président de la Confédération, dans le «Blick» du 21.5.2004)



Retirer la demande d'adhésion à l'UE

C'est grâce à l'UDC que la Suisse a choisi la voie bilatérale par rapport à l'UE. Les accords conclus jusqu'ici règlent tous les dossiers importants. L'adhésion à l'UE n'est donc plus à l'ordre du jour, pas plus que de nouveaux «paquets bilatéraux», voire un accord-cadre dont le but évident est de pousser un peu plus la Suisse dans l'UE. Si l'administration continue à chercher aux jumelles ou à la loupe des objets pouvant encore être négociés, la position de la Suisse face à l'UE sera affaiblie. Dans le même ordre d'idées, il faut enfin clarifier la position de la Suisse et retirer la funeste demande d'adhésion déposée en 1992. Car il faut bien admettre que l'UE a forte-

ment changé ces dernières années. D'une association souple, engagée avant tout dans le libéralisme économique, elle est devenue une sorte de «super-Etat» forçant l'union politique des membres et tentant d'imposer des politiques extérieure, de sécurité et intérieure communes ainsi qu'une monnaie unique. L'UE a explosé en taille et ne semble plus se rendre compte de ses limites. Où s'arrêtera-t-elle? Au-delà du Bosphore et de l'Oural? Des Etats méditerranéens islamiques comme le Maroc, la Tunisie ou la Turquie font-ils partie de «l'espace européen»? Aucun des architectes de l'Europe ne sait très bien où finira l'UE. Cette attitude doit nous inspirer de la réserve.



Hormis l'UDC, tous les partis gouvernementaux visent à moyen terme l'adhésion de la Suisse à l'UE. Au Conseil national, ces partis placent même le drapeau de l'UE au même niveau que le drapeau suisse. L'UDC refuse rigoureusement l'entrée de la Suisse dans l'UE et demande le retrait de la demande d'adhésion.

Révéler les inconvénients de l'appartenance à l'UE

La Suisse doit rester compétitive par rapport à l'UE. Jamais dans le passé notre pays n'a trouvé un intérêt à s'aligner aveuglément, à imiter stupidement et à se soumettre lâchement. Nous voulons et nous devons résoudre nous-mêmes nos problèmes et nous avons besoin pour cela d'un Etat souverain, capable d'agir et qui applique sa propre législation. C'est une lourde erreur de croire que nous pouvons mieux résoudre nos problèmes intérieurs en adhérant à l'UE. Les Etats de l'UE n'ont résolu aucun des problèmes qui les assaillent et que la Suisse serait censée résoudre plus facilement avec





l'UE: endettement public, chômage, croissance économique ralentie, libéralisation économique, Etat social hypertrophié, faillite du système de formation, criminalité, abus dans le droit d'asile et immigration en masse. L'adhésion à l'UE aurait des conséquences graves pour la Suisse: baisse des salaires, hausse des taux d'intérêt, des loyers et des intérêts hypothécaires, augmentation massive de la TVA, des primes et des prélèvements. De plus, la Suisse en tant que contributeur net serait contrainte à verser des milliards à Bruxelles. Le solide franc suisse céderait la place à un euro politique; le secret bancaire disparaîtrait et avec lui une bonne partie de la place financière suisse. Sur le plan des institutions politiques, l'adhésion à l'UE signifierait l'abandon quasi complet de l'auto-détermination. La Suisse serait contrainte d'abandonner les quatre piliers qui font son identité politique: l'indépendance, le fédéralisme, les droits populaires et la neutralité permanente, intégrale et armée.

Comparaison des salaires Suisse – UE

Salaire annuel en francs d'un employé de 35 ans et ayant 2 enfants:

Ingénieur:	Zurich: 107 500	Berlin: 74 531	Paris: 67 969
Instituteur:	Zurich: 93 281	Berlin: 62 344	Paris: 38 594
Ouvrier spécialisé:	Zurich: 75 625	Berlin: 48 750	Paris: 25 469
Collab. Call-Center:	Zurich: 58 125	Berlin: 24 781	Paris: 31 719

(UBS, Prix et salaires, 2006)



Le chômage est nettement plus élevé dans l'UE qu'en Suisse.

L'UDC, le parti de la neutralité

La neutralité permanente, intégrale et armée reste la meilleure stratégie de survie pour un petit Etat. Elle nous protège contre les va-t-en-guerre, contre les manipulations médiatiques, contre les réactions précipitées et contre l'abandon de positions avantageuses sous la pression. Elle impose des limites serrées aux rêves de grandeur des élites et à leur besoin de se pavaner sur la scène internationale sous les projecteurs des médias. Elle nous permet d'apporter une aide sans parti pris à ceux qui en ont réellement besoin. A l'époque du terrorisme international, la neutralité permanente, intégrale et armée nous apporte une sécurité bien plus grande que de constantes immixtions dans les affaires des autres pays. Cette maxime très ancienne de notre Etat génère donc un peu de paix dans le monde et il ne faut en aucun cas l'abandonner à la légère. Mais son application a besoin de politiques, de diplomates et de chefs militaires courageux et intelligents. Contrairement aux autres partis, l'UDC s'est engagée ces dernières années avec détermination en faveur de la neutralité permanente, intégrale et armée. Elle est devenue au fil des ans le parti de la neutralité.

Impuissante aide au développement

Les milliards que coûtent nos relations avec l'étranger sont dans une large mesure soustraits au débat public par des mots-slogans du type «ouverture», «justice» et «solidarité internationale». Or, une rétrospective de plusieurs décennies d'aide au développement montre à l'évidence que ces milliards n'ont eu aucun effet durable. Il s'avère bien plus que des montants considérables ont fini dans les poches de gouvernants corrompus qui n'ont aucun intérêt à encourager le développement de leur pays puisqu'ils seraient ainsi privés de leurs ressources. L'UDC demande que les versements aux organisations internationales, mais aussi l'aide directe de la Suisse au développement, soient soumis à un examen plus critique que

L'indice Mercedes

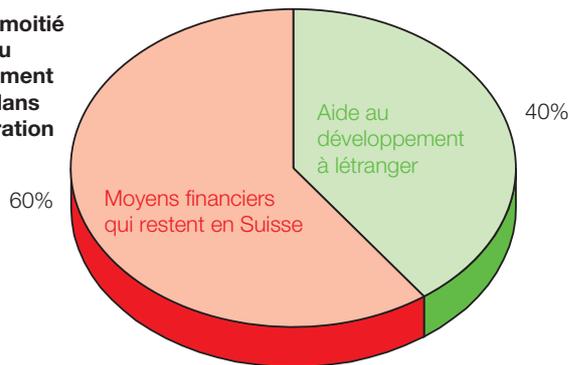
«Il y a un rapport évident entre le montant de l'aide au développement et le nombre de limousines Mercedes dans les parcs automobiles des dirigeants africains. Ainsi, un montant de 5,3 millions de dollars est inscrit dans le budget 2005/2006 de l'Etat du Kenya pour l'achat d'une nouvelle flotte de Mercedes destinée au bureau présidentiel. Cinq autres millions de dollars sont prévus pour l'entretien du parc automobile existant. La grande majorité de la population africaine ne voit rien des fonds d'aide au développement. Aujourd'hui, environ 100 000 Africains possèdent une fortune estimée à 680 milliards de dollars alors que plus de 300 millions d'Africains doivent vivre avec 75 cents par jours malgré une aide au développement massive.»
(«Weltwoche», 27/2005)

jusqu'ici. Des sommes importantes de l'aide au tiers-monde, donc l'argent des contribuables, alimentent les bureaucraties d'organisations internationales ou disparaissent dans les poches de régimes corrompus qui sont eux-mêmes le principal obstacle au développement de leurs pays. Trop souvent l'aide au développement ne sert qu'à politiser l'économie, car au lieu d'encourager une activité productive, elle génère d'après disputes pour les biens censés venir en aide aux pays pauvres. L'arrivée régulière d'argent de l'étranger cimente chez les bénéficiaires une attitude fataliste d'assistés et empêche ces populations de prendre en main leur propre sort. La Suisse serait sans doute toujours un pays sous-développé si elle s'était contentée, alors qu'elle était «l'asile des pauvres d'Europe», de recevoir une aide extérieure. L'objectif de l'aide au développement doit toujours être d'aider les gens à s'aider eux-mêmes afin qu'ils deviennent indépendants. L'UDC demande donc que tant les contributions aux organisations internationales que l'aide au développement soient soumises à un examen beaucoup plus critique que jusqu'ici.



Utilisation des fonds d'aide au développement

Plus de la moitié de l'aide au développement disparaît dans l'administration



Source: réponse à la question (06.0588) Transparence concernant l'utilisation des fonds de la DDC

Positions

L'UDC

- exige une politique extérieure ouverte au monde qui défende les intérêts de la population de la Suisse;
- demande l'abandon de l'activisme unilatéral qui menace la neutralité intégrale, permanente et armée qui a été si utile à la Suisse;
- demande que la forme particulière de la neutralité suisse (intégrale, permanente et armée) soit ancrée dans la Constitution fédérale en tant que maxime suprême de la politique extérieure;
- rejette une affiliation institutionnelle de la Suisse à l'UE (accord-cadre) tout comme l'adhésion à l'UE; elle demande le retrait de la demande d'adhésion;
- exige que la Suisse fasse preuve de la plus grande retenue possible en reprenant des dispositions légales internationales et que la compatibilité de ces dispositions avec le droit interne suisse soit soigneusement examinée;
- demande l'extension du référendum en matière de traités d'Etat;
- s'oppose à tout automatisme en matière de libre circulation des personnes lors de l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne;
- exige un réexamen rigoureux de l'efficacité de l'aide suisse au développement;
- exige que l'aide au développement dépende de la volonté de coopérer des Etats bénéficiaires.

Deux exemples contradictoires: la Micronésie et Hongkong

L'archipel de Micronésie dans le Pacifique est passé en 1945 sous le contrôle fiduciaire des Etats-Unis qui ont ensuite assuré son alimentation à tout point de vue. Résultat: les activités agricoles et artisanales se sont effondrées. Inversement, Hongkong est devenue, malgré un territoire congru et improductif et sans aucune aide au développement, une des régions les plus riches du monde grâce à l'économie de marché, au libre commerce, à des impôts modérés et un budget équilibré.

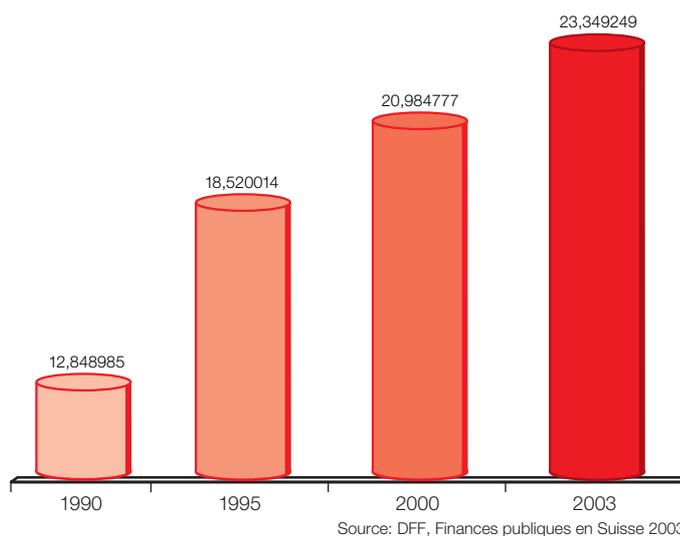
Impôts et redevances:

Plus pour les citoyens, moins pour l'Etat

Comme tous les pays d'Europe occidentale, la Suisse vit au-dessus de ses moyens depuis plusieurs années. Bien que le fisc presse toujours davantage les citoyennes et les citoyens, les rentrées ne suffisent plus à financer les activités de l'Etat. La multiplication constante des tâches publiques a fait exploser les impôts et la bureaucratie. Conséquences: compétitivité réduite, croissance économique ralentie, hausse du chômage, baisse de la prospérité. Le fisc suisse a connu des heures fastes ces dernières années: redevance sur les poids lourds liée aux prestations (RPLP), augmentation de la TVA, imposition de l'énergie, augmentation des taxes sur le tabac et sur l'alcool, etc.

Les impôts doivent baisser

Une économie ne peut être florissante et compétitive que si les citoyens et les entreprises disposent librement de leurs revenus. Aujourd'hui, nous travaillons plus de six mois par an juste pour financer les prélèvements obligatoires: impôts, primes, cotisations, taxes et redevances. En d'autres termes, les habitants de ce pays ne disposent que de moins de la moitié du produit social brut. Toute hausse de la charge fis-



Croissance des redevances (en milliards de francs) entre 1990 – 2003 aux niveaux de la Confédération, des cantons et des communes

cale d'un pour-cent frappe donc doublement les citoyens. Pour les décharger, il faut réduire les impôts et autres prélèvements, donc diminuer les dépenses des pouvoirs publics. En se retirant de domaines où sa présence n'est pas nécessaire et en allégeant ses prélèvements, l'Etat fait de la place aux investissements privés, encourage la consommation et la croissance, donc favorise la prospérité à tous les niveaux. L'UDC s'engage avec détermination et réalisme dans cette voie qui est la seule à reconduire l'économie vers la croissance. C'est l'économie qui doit croître et non pas l'Etat. Les représentants de l'UDC savent bien que chaque franc dépensé par l'Etat doit d'abord être gagné par l'économie, donc par chacune et chacun d'entre nous. Voilà pourquoi l'UDC

L'Etat tire toujours plus d'argent des poches des citoyens.





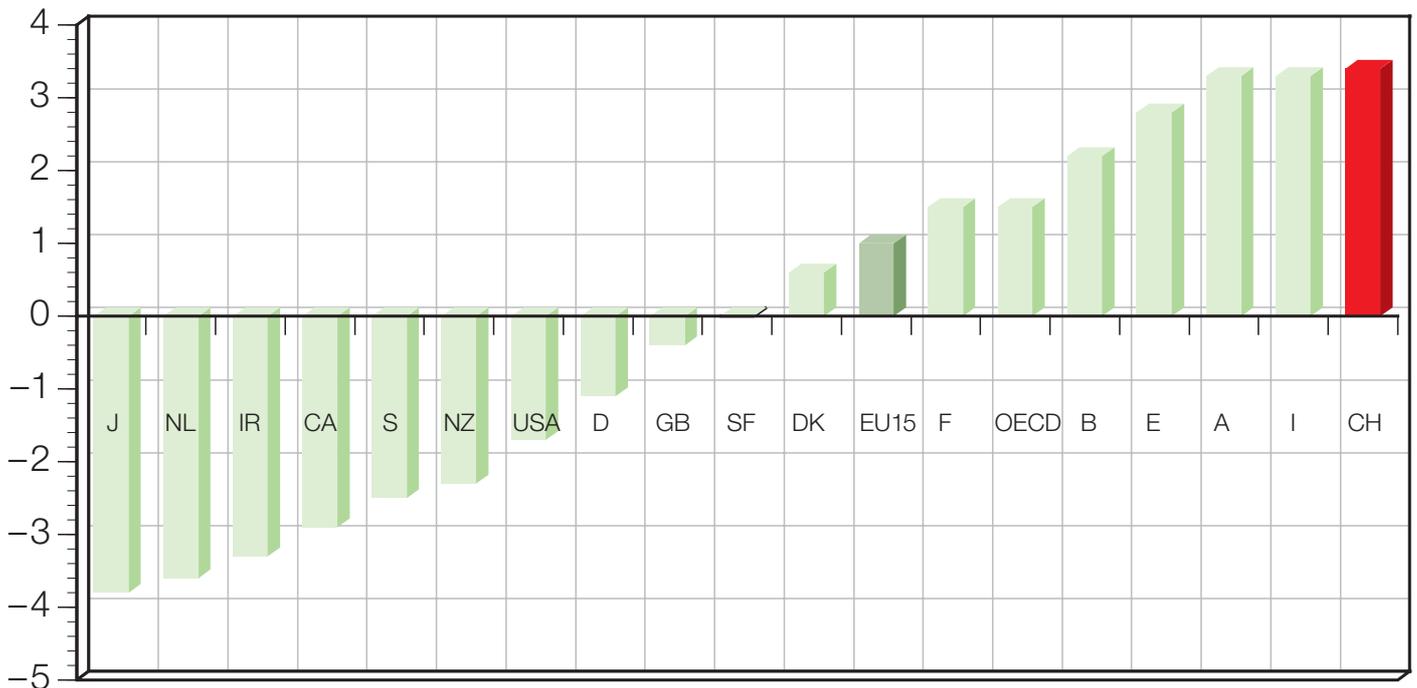
combat systématiquement tous les nouveaux impôts, taxes et redevances et exige au contraire une réduction de la charge fiscale. Voilà pourquoi l'UDC est pour une saine concurrence fiscale entre les cantons et pour la réforme de l'imposition des entreprises. Il n'est pas acceptable que les bénéfices des entreprises soient imposés deux fois, une fois dans l'entreprise et une autre fois chez le propriétaire de l'entreprise. L'objectif doit être de faire de la Suisse une des places économiques les plus attractives du monde. L'UDC de-

mande donc que les entreprises soient libérées de l'impôt fédéral direct.

Empêcher huit nouveaux impôts proposés par la gauche

Celles et ceux qui travaillent dur toute leur vie, qui pourvoient à leur entretien et à celui de leur famille, qui font des économies pour leurs vieux jours, deviennent les dindons d'une écœurante farce socialiste. Sans gêne aucune, la gauche les

Croissance de la quote-part fiscale entre 1990 – 2004 (en valeur absolue)



Source: compte d'Etat 2005

plume systématiquement. Dans un entretien accordé au quotidien zurichois «Tages-Anzeiger», le président du Parti socialiste suisse annonce en effet sept projets d'impôt: hausse des prélèvements sur les salaires aussi bien du côté des employés que de celui des employeurs, impôt sur les successions, impôt sur les gains en capital, taxes sur l'électricité d'origine nucléaire, impôt de luxe, impôt sur les donations et impôt sur la richesse. Et n'oublions pas que la gauche ose aussi soutenir une augmentation de la TVA dont pâtissent avant tout les petits revenus que les socialistes prétendent pourtant défendre. C'est ainsi que les redistributeurs et les profiteurs de l'Etat détruisent notre économie et notre compétitivité internationale. C'est ainsi que des milliers d'emplois sont perdus, que la croissance économique est ralentie, que la prospérité se dégrade. Chaque hausse des impôts et des prélèvements soutire des milliards à l'économie. L'UDC se bat pour les citoyennes et les citoyens qui veulent faire un effort, pour les femmes et les hommes qui savent ce que c'est que de gagner de l'argent et qui assument leurs responsabilités pour eux-mêmes et leurs familles au lieu de vivre aux frais des contribuables. Elle combat toutes les tentatives de puiser encore plus dans le porte-monnaie des citoyennes et des citoyens, donc aussi la hausse de la RPLP prévue pour 2008.

Il faut cesser de pénaliser les classes moyennes

Il faut que l'effort soit à nouveau récompensé. Le système fiscal actuel pénalise les classes moyennes qui sont prêtes à faire un effort. Ce sont elles que la forte progression fiscale frappe le plus lourdement. Sans cesse l'Etat prélève de nouvelles taxes et redevances au détriment de ces couches de la population qui supportent l'essentiel de l'augmentation de la quote-part étatique. Dans aucun autre pays au monde la quote-part de l'Etat ne s'est accrue aussi rapidement qu'en Suisse depuis 1990. En 2004 déjà, la quote-part fiscale, soit le rapport entre toutes les recettes fiscales et le produit intérieur brut, était plus élevée en Suisse qu'aux Etats-Unis et au Japon. Elle était de 29,4%, proportion qui ne comprend même pas la prévoyance professionnelle et l'assurance-maladie. En d'autres termes, les citoyens de ce pays travaillent en moyenne chaque année jusqu'aux vacances d'été simplement pour satisfaire l'avidité de l'Etat. Autrefois, au fin fond du Moyen Age, les gens se plaignaient parce qu'ils devaient payer la dîme, donc le dixième de leur revenu, à leur seigneur. L'Etat moderne est trois fois plus rapace que les princes d'autrefois. Si on ajoute à tout cela les assurances sociales, on constate que les prélèvements obligatoires atteignent aujourd'hui quelque 60% du revenu.

Un point de vue libéral de l'extérieur

«Les Etats-Unis, l'Allemagne et la Suisse sont au fond des pays socialistes. (...) Quand près de 50% du revenu national sont contrôlés par l'Etat via les impôts et la redistribution, cela signifie que l'Etat contrôle près de la moitié des ressources, des produits et des services. Moi, j'appelle cela du socialisme, et vous?»

(Milton Friedman, Prix Nobel, «Facts», 18. 6. 1998)



Pourquoi payons-nous encore des impôts?

Parallèlement aux impôts, les redevances ont massivement augmenté en Suisse depuis 1990, soit de plus de 80%. Aujourd'hui, les ménages et entreprises privées suisses versent à l'Etat 23,8 milliards de francs par an sous la forme de redevances. Sous le titre de la protection de l'environnement et des contributions basées sur la consommation, l'Etat prélève des redevances toujours plus nombreuses et plus élevées. Le but de ces ponctions n'est pas, comme cela est dit, d'inciter les citoyens à adopter un certain comportement, mais bien de remplir la caisse de l'Etat. Car si l'Etat a augmenté les redevances, primes et taxes, il n'a pas réduit pour autant les impôts. Ces recettes non fiscales ont progressé dans tous les cantons, sauf dans ceux de Schwytz et de Zoug. La raison est simple: la hausse des redevances est la manière la plus facile d'augmenter les recettes publiques, car, contrairement à la hausse des impôts, elle n'exige pas de consultation populaire. Or, face à l'explosion des redevances et taxes pour tout et n'importe quoi, on peut se demander pour quoi et pour qui nous payons encore des impôts.

Positions

L'UDC

- combat rigoureusement tous les nouveaux impôts, taxes et autres prélèvements obligatoires ainsi que la hausse des prélèvements existants;
- exige un allègement fiscal en faveur des classes moyennes et une atténuation de la progression;
- exige la suppression du droit de timbre;
- exige la suppression de la double imposition des bénéficiaires des entreprises ainsi que l'exemption de l'impôt fédéral direct des entreprises;
- approuve la concurrence fiscale entre cantons et communes dans l'intérêt d'une charge fiscale modérée.

Entreprises, arts et métiers:

L'omniprésence des bureaucrates



Sur près de quatre millions d'emplois que compte la Suisse, trois quarts reviennent aux PME, donc aux petites et moyennes entreprises ayant moins de 250 collaborateurs. Les PME sont l'épine dorsale de notre économie. Il est indispensable de leur offrir des conditions-cadres favorables – faute de quoi certaines d'entre elles pourraient quitter rapidement le pays. Représentante la plus compétente de l'économie ainsi que des arts et métiers, l'UDC est bien consciente de ce problème puisque un tiers de ses députés au parlement fédéral sont des chefs d'entreprise et des artisans. Si on y ajoute les paysans et les juristes indépendants, on arrive même à une proportion de deux tiers de personnes qui se battent quotidiennement contre un flot intarissable de charges administratives.

Halte aux prescriptions inutiles

Les chefs d'entreprise et indépendants subissent quotidiennement les excès d'une bureaucratie tatillonne qui compro-

met leur rentabilité et leur compétitivité. Le flot ininterrompu de nouvelles lois et prescriptions, mais aussi la complexité excessive des décomptes TVA menacent l'emploi. Règlements de construction, aménagement du territoire, prescriptions sur l'exploitation, l'approvisionnement et l'élimination – un épais corset de réglementations entrave le développement économique jusqu'à étouffer les entreprises. Voilà pourquoi l'UDC se bat pour de meilleures conditions-cadres: pour des impôts modérés, contre la double imposition des bénéficiaires d'entreprise, pour des taux d'intérêt bas, pour une énergie bon marché, pour des procédures d'autorisations rapides et simples et, d'une manière générale, pour moins de bureaucratie et pour une administration plus légère.

Plus de marché, moins d'interventionnisme et de copinage

L'UDC combat énergiquement le minage sournois de l'économie suisse par les idéologies socialiste et étatiste. Elle demande un libre marché pour l'économie ainsi que les arts et métiers. L'UDC s'oppose à la multiplication des prescrip-



Des prescriptions superflues compliquent la vie des PME qui constituent pourtant l'épine dorsale de l'économie suisse.



tions interventionnistes. L'instrument du droit de recours des associations est utilisé de plus en plus souvent abusivement par des organisations qui cherchent à freiner la croissance et la prospérité. Il doit donc être supprimé. Il n'est pas acceptable que l'intérêt général soit sacrifié sur l'autel des intérêts particuliers de groupuscules. En permettant ces agissements, nous empêchons les investissements indispensables dans notre avenir, nous scions la branche sur laquelle nous sommes assis. L'UDC a déjà pu engranger quelques succès dans son combat contre le droit de recours des associations au Parlement, mais l'objectif final n'a pas encore été atteint. Les prescriptions étatiques doivent être supprimées à chaque fois que cela est possible. Ce constat vaut notamment pour le monopole de la SUVA qui n'a plus aucune raison d'exister. Le nombre de travailleurs assurés obligatoirement à la SUVA augmente chaque année bien que les frais administratifs de cette institution soient quatre fois plus élevés que ceux d'autres assurances sociales. La libéralisation de ce marché conduirait forcément à une utilisation plus rationnelle des moyens financiers, donc à une assurance-accidents plus utile à l'économie. Qui plus est, elle permettrait d'éviter que ne se renouvelle un scandale comme celui qui secoue la SUVA.

La bureaucratie coûte cher aux entreprises

La multiplication des contraintes et réglementations bureaucratiques coûte cher aux PME ainsi qu'aux arts et métiers. Chacune des 300 000 PME que compte la Suisse travaille gratuitement 650 heures par an en moyenne juste pour satisfaire aux exigences des administrations publiques. Ce chiffre était encore de 370 heures en 1986. Aujourd'hui, la bureaucratie représente des frais non productifs pour un montant de 7 milliards de francs par an.

Le scandale de la SUVA

Le scandale immobilier qui secoue la SUVA a mis en évidence les faiblesses de cette institution. La nomination des dirigeants de même que l'attribution des mandats obéissent davantage aux copinages politiques qu'à des considérations de compétence et d'économie. La composition du conseil d'administration est révélatrice à ce propos: Franz **Steinegger**, anc. président PRD Suisse; Rudolf **Stämpfli**, PRD, président de l'Union patronale; Peter **Hasler**, PRD, ancien directeur de l'Union patronale et ancien membre du PS; Werner **Messmer**, conseiller national PRD, président de la Société suisse des entrepreneurs; Jean-Claude **Rennwald**, conseiller national PS, syndicat UNIA; Colette **Nova**, secrétaire USS; Meinrado **Robbiani**, conseiller national PDC; Karl **Tschuppert**, ancien conseiller national PRD.





Assurer l'emploi

Le chômage est encore relativement bas en Suisse. Cependant, on constate que le socle de chômage incompressible s'inscrit aujourd'hui à un niveau élevé. Même durant les phases de haute conjoncture, le chômage ne baisse plus de manière significative. L'explication est double: d'un côté, l'Etat soutire chaque année plus d'argent à l'économie et à la population et, de l'autre côté, les revendications socialistes et syndicales font que les travailleurs coûtent toujours plus cher aux entreprises. Ces dernières n'ont donc plus les moyens de créer des emplois supplémentaires. Le grand nombre d'étrangers non qualifiés alourdit encore cette problématique. Les syndicats se vantent d'être les grands défenseurs des salariés. Or, leurs revendications ont provoqué une plus importante suppression d'emplois que la globalisation. Leurs exigences salariales totalement surfaites et leurs grèves minent

la reprise et coupent l'herbe sous les pieds de l'économie. Finalement, cette politique pousse les personnes syndiquées dans la dépendance des caisses de grève, de l'assurance-chômage et de l'assistance sociale. Il faut tout mettre en œuvre pour donner plus de transparence à ces mécanismes.

Pour une place financière forte

La place financière suisse génère une bonne partie de la prospérité de ce pays: 10% des recettes fiscales, 14% de la création de plus-values et 5% de l'emploi reviennent à ce secteur. Cet avantage ne doit en aucun cas être abandonné, fût-ce sous la pression de l'UE et de l'OCDE qui agissent en fait comme les bras prolongés des places financières étrangères concurrentes. La clientèle nationale et étrangère de la place financière suisse tient à la discrétion et au respect de la sphère privée. L'UDC veillera donc à ce que le secret protégeant les clients des banques ne soit en aucun cas abandonné.

Les contraintes bureaucratiques entravent aussi le tourisme

Assurant un grand nombre d'emplois, le tourisme est d'une importance capitale pour l'économie suisse. Les qualités de la Suisse comme la beauté exceptionnelle de ses paysages sont affectées par quelques facteurs négatifs, par exemple le cours élevé du franc, les coûts de production et les structures en partie vétustes. Pour permettre à cette branche de se développer par ses propres moyens en faisant des offres novatrices, l'UDC souhaite le maintien du taux de TVA spécial pour l'hôtellerie. En revanche, elle demande la réduction des contraintes bureaucratiques et des réglementations qui réduisent la compétitivité des entreprises touristiques en augmentant leurs frais de production.



Positions

L'UDC

- se bat pour donner plus de liberté aux entreprises et pour réduire les réglementations;
- demande la suppression du droit de recours des associations;
- réclame la simplification de la TVA et l'exemption de l'impôt fédéral direct pour les entreprises;
- demande que les petites entreprises soient libérées du travail statistique;
- soutient le taux de TVA spécial pour l'hôtellerie et la gastronomie et demande la simplification de la réglementation TVA qui, aujourd'hui, entrave l'innovation dans le tourisme.



La beauté de la Suisse, une attraction touristique.

Finances:

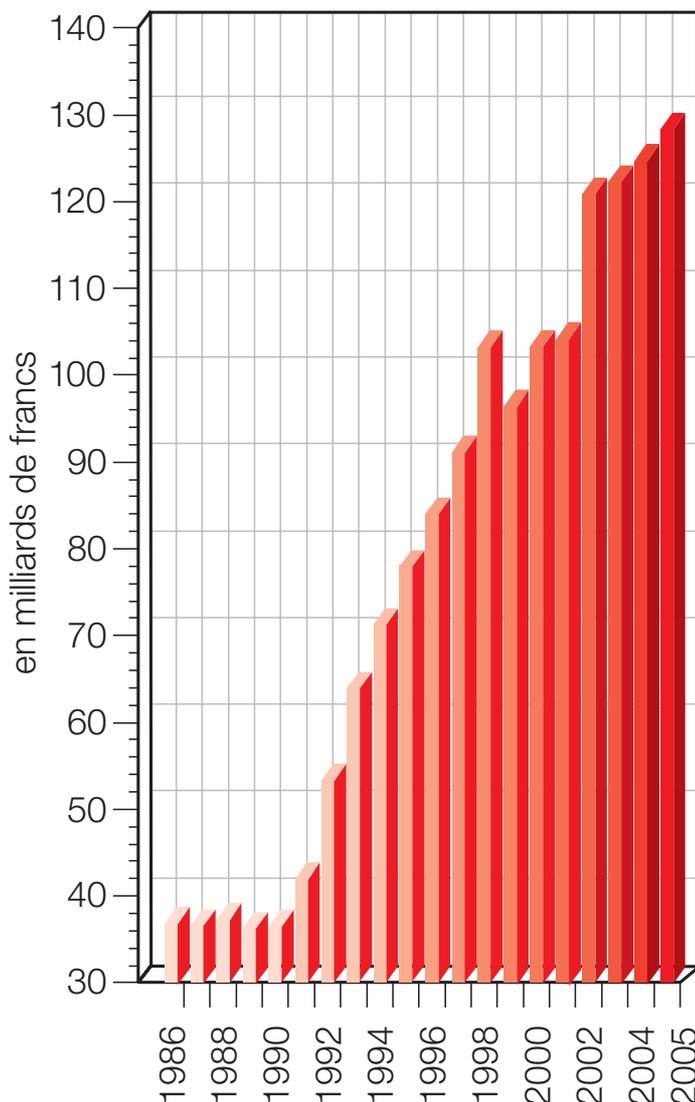
La légende des «économies forcées»

Les chiffres parlent un langage clair: la situation financière de la Suisse est désolante. Bien que l'on parle constamment d'économies, les dépenses publiques ne cessent d'augmenter. Entre 2006 et 2010, les dépenses dans le compte ordinaire de la Confédération s'accroîtront de 19%. Et cela malgré tous les programmes d'économie et d'allègement budgétaire. Cette progression équivaut à une augmentation annuelle moyenne de 4,5%, soit sensiblement plus que la croissance économique et le renchérissement. Selon les prévisions financières, la Confédération dépensera en 2010 presque deux fois plus qu'en 1990. Or, de larges milieux politiques nient tout simplement cette augmentation constante des dépenses publiques et osent affirmer que l'Etat économise et se serre la ceinture. La situation réelle est volontairement occultée. Ajoutons que la gauche a même le sans-gêne de crier au démantèlement de l'Etat à cause d'économies prétendument excessives. Ce sont des mensonges purs et simples: en l'espace de vingt ans, le budget de la Confédération a doublé.

Dette croissante malgré le frein à l'endettement

Entre 1848, année de la fondation de la Confédération moderne, et 1990, soit en l'espace de 142 ans, la Confédération a fait une dette de 38,5 milliards de francs. Durant les 15 années qui ont suivi, la dette fédérale s'est accrue de plus de 90 milliards! A elle seule, la Confédération affichait fin 2005 une dette de 130,3 milliards de francs. Si on y ajoute les dettes des cantons et des communes, on atteint la somme faramineuse de 250 milliards de francs. Cet endettement public a progressé de 25 milliards de francs entre 2001 et 2006 pour la seule Confédération. La Confédération s'enfonce dans les dettes malgré le «frein à l'endettement» que 84% de la population ont approuvé en décembre 2001. Et malgré la décision du Conseil fédéral d'inscrire l'assainissement des finances fédérales comme premier objectif politique dans le programme

Développement de la dette fédérale
1986 – 2005



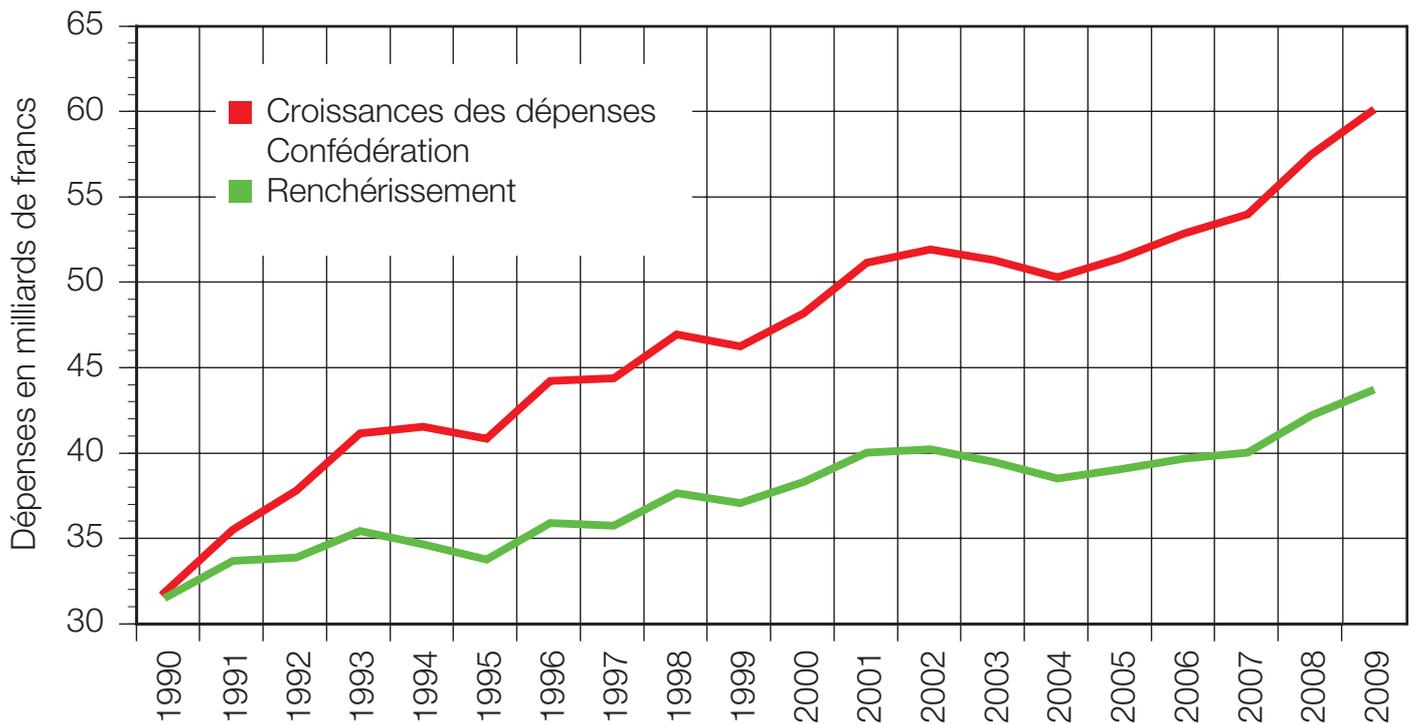


de législature 2003–2007. Les élus politiques qui, face à cette évolution, osent parler «d’hystérie des économies» et «d’économies forcenées» ont perdu tout sens des réalités. C’est le contraire qui est vrai: nous vivons constamment au-dessus de nos moyens et nous faisons nos achats avec la carte de crédit de nos enfants. Tout en se prétendant «sociaux» et «solidaires», la gauche et ceux qui la suivent sans réfléchir imposent en réalité des charges énormes aux générations à venir. C’est une politique proprement irresponsable. Les dettes d’aujourd’hui sont les impôts de demain.

Les dépenses publiques bientôt supérieures au PIB

Entre 1990 et 2003, les dépenses de l’Etat et des œuvres sociales ont augmenté de 4,5% par an, soit plus que deux fois plus vite que le PIB en valeur nominale (2,1%). Si les dépenses publiques et les œuvres sociales continuent d’augmenter à ce rythme, elles auront dépassé le produit intérieur brut dans vingt ans.

Croissance des dépenses de la Confédération entre 1990 – 2009



Source: DFF, OFS

Evolution des dépenses des 7 départements entre 2003 et 2009 selon le plan financier

Département fédéral des finances (DFF), H.-R. Merz, conseiller fédéral PRD	+ 50%
Département fédéral de l'intérieur (DFI), P. Couchepin, conseiller fédéral PRD	+ 22%
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Micheline Calmy-Rey, conseillère fédérale PSS	+ 13%
Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), Moritz Leuenberger, conseiller fédéral PSS	+ 7%
Département fédéral de l'économie (DFE), Doris Leuthard, conseillère fédérale PDC	+ 6%
Département fédéral de la défense, de la protection de la population et du sport (DDPS), Samuel Schmid, conseiller fédéral UDC	- 6%
Département fédéral de justice et police (DFJP), Christoph Blocher, conseiller fédéral UDC	- 10%

Suivons-nous «la voie allemande»?

L'UDC se bat pour stopper cette évolution désastreuse tant qu'il est encore temps. Il n'est tout de même pas nécessaire que nous fassions les mêmes erreurs que l'Allemagne pour ensuite devoir nous engager dans un pénible processus de réforme. Les entreprises du secteur privé ont dû se serrer la ceinture ces dernières décennies, et elles ont considéré ce processus comme normal. Inversement, la Confédération a dissimulé ses problèmes en dépensant sans compter. Or, les deux conseillers fédéraux UDC Samuel Schmid et Christoph Blocher ont fait la preuve, à la tête de leurs départements, qu'une administration pouvait parfaitement faire des économies réelles. Ce qui est possible au Département de la défense et au Département de justice et police devrait logiquement l'être aussi dans les autres départements. Il faut tout de même rappeler que la Confédération dépense de l'argent qu'elle a pris à l'économie et aux citoyens.

Comblent les découverts de plusieurs milliards dans les caisses de pension de la Confédération

Les caisses de pension de la Confédération et de ses régies sont dans une situation catastrophique, et cela bien que la Confédération ait déjà dépensé 34 milliards de francs depuis 1998 pour des mesures d'assainissement extraordinaires de sa propre caisse de pension Publica, de même que pour les caisses de pension des CFF, de la Poste, de Skyguide et de RUAG. Fin 2004, les CFF comptaient 2500 rentiers de plus que de cotisants. Le découvert de la caisse de pension des CFF est de 2,4 milliards de francs. En d'autres termes, tous les clients CFF devraient pendant une année payer 10 francs de plus leur billet sans faire plus de kilomètres, mais juste pour boucher le trou de la caisse de prévoyance-vieillesse des CFF. A la caisse de pension de la Poste, le découvert est même de 3,5 milliards de francs. De surcroît, la Confédération et ses régies multiplient les mises à la retraite anticipée et chargent l'assurance-invalidité en lui imposant des cas dont elles veulent se débarrasser. Une fois de plus aux frais des contribuables, cela va sans dire.

Cela fait longtemps que les rentes versées par ces caisses ne correspondent plus aux cotisations. Il est grand temps de les corriger à la baisse. L'UDC n'accepte plus de faire cracher les contribuables au bassinet alors que ceux-ci doivent financer eux-mêmes leurs rentes. La règle doit être la même pour tous: une mise à la retraite anticipée doit entraîner une réduction de la rente, également dans les caisses de pension de la Confédération.

Assainir les finances publiques

L'assainissement des finances publiques exige des mesures concrètes. Il faut commencer par mettre de l'ordre dans cette multitude de petites caisses et autres paiements de transfert qui ont été mis en place pour dissimuler des nouvelles dépenses publiques. Lorsque toute la transparence nécessaire aura été faite à ce niveau, il sera possible d'avoir une vue d'ensemble réaliste des dépenses. La deuxième étape consistera à plafonner les dépenses, car il est exclu de boucher les trous par une augmentation des recettes. L'Etat doit être forcé, par le biais d'une baisse des impôts, à s'imposer une discipline en matière de dépenses. Il faut combattre systématiquement toute nouvelle loi imposant à l'Etat des tâches supplémentaires dont le financement n'est pas garanti. Les listes actuelles des tâches et des subventions doivent être passées au crible et tout superflu doit être biffé. Les nouvelles tâches inévitables doivent être compensées par la suppression d'anciennes.



Payer et encore payer?

Positions

L'UDC

- exige enfin la pleine transparence concernant la situation financière de la Confédération et la présentation d'un programme d'abandon de certaines tâches dans l'objectif de ramener la quote-part de l'Etat à son niveau de 1990;
- demande l'introduction du référendum financier au niveau fédéral;
- s'engage en faveur d'un renforcement du frein à l'endettement et d'une réduction de la dette fédérale à son niveau de 2001, année où le frein à l'endettement est entré en vigueur;
- demande un programme d'allègement budgétaire pour prévenir les déficits des années 2008–2010.

Sécurité:

Lutte contre la criminalité

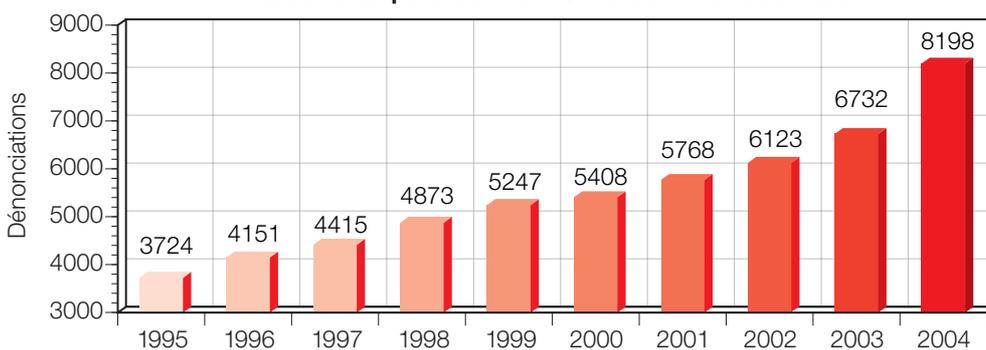
La garantie de la sécurité et de la liberté des citoyennes et des citoyens est la principale tâche de l'Etat. Cependant, la lutte contre la criminalité exige de plus en plus de moyens. Des cambriolages, vols, brigandages, menaces, vandalismes, actes de violence et notamment une forte criminalité étrangère compromettent la sécurité de chacun. Ce sont les membres les plus vulnérables de la société qui pâtissent le plus de cet accroissement de la violence. Nombre de femmes et de personnes âgées n'osent même plus sortir dans la rue le soir ou la nuit. La proportion de délits élucidés est faible. Le risque de devoir rendre des comptes pour un crime commis diminue constamment. Rien d'étonnant dans ces conditions que la criminalité progresse. Aujourd'hui, quelque 900 délits sont commis chaque jour en Suisse. L'aspect le plus inquiétant de cette évolution est que le nombre de cas de coups et blessures intentionnelles a doublé durant les dix ans écoulés.

Garantir la sécurité malgré l'ouverture des frontières

Le problème de la criminalité s'aggraverait avec la suppression des contrôles frontaliers à la suite de l'application de l'accord



Lésions corporelles intentionnelles entre 1995 – 2004



Source: Statistique criminelle policière 2005, Office fédéral de la police

Fait concret concernant la criminalité étrangère

«81% des 6111 places disponibles dans les prisons suisses étaient occupées en septembre 2005 par des étrangers.» (Office fédéral de la statistique)



Criminalité internationale

«L'intégration européenne ouvre de nouvelles perspectives aux organisations criminelles. L'UE avec ses frontières orientales faciles à franchir peut devenir un objectif favori des grandes organisations criminelles.»

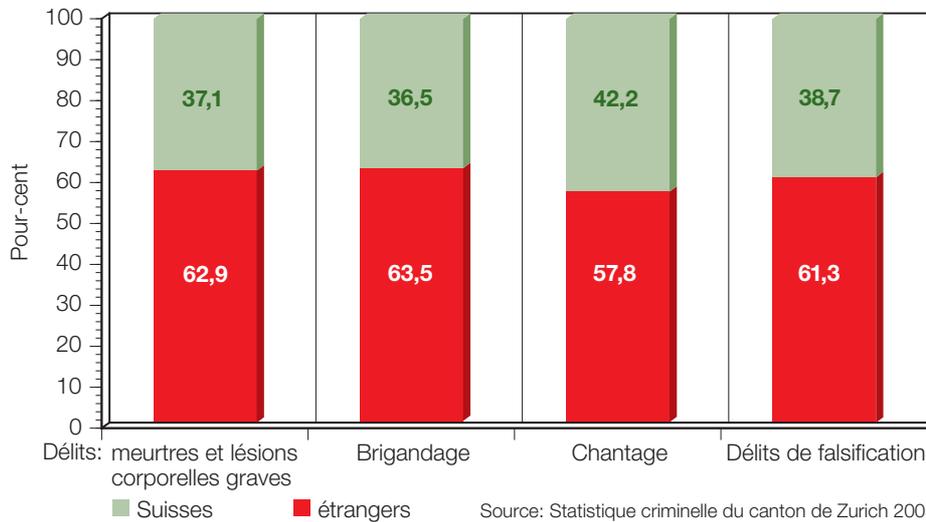
(Rapport de la police fédérale sur la sécurité, 2004, p.13)

de Schengen. Les criminels peuvent voyager librement et commettre leurs forfaits. Aujourd'hui déjà, les cantons se plaignent d'effectifs de police insuffisants pour lutter contre la criminalité. Pour garantir la sécurité publique, il faut transférer du personnel et renforcer les corps de police. Mais cela signifie aussi que la police doit en priorité s'occuper de ces tâches de sécurité et non pas d'activités fiscales comme la distribution d'amendes – de surcroît budgétisées – aux conducteurs ayant mal parké leur véhicule.

Durcir l'exécution pénale et appliquer rapidement et rigoureusement le droit

Les condamnations prononcées par les tribunaux contre les malfaiteurs sont souvent si légères qu'elles n'ont quasiment plus aucun effet dissuasif. Nous avons donc non seulement besoin d'une police bien présente et pouvant intervenir rapidement, mais aussi d'une justice digne de ce nom. Les malfaiteurs particulièrement dangereux, notamment les auteurs d'actes de violence et d'actes sexuels, doivent être internés pour une durée indéterminée afin de protéger la société. L'exécution de la peine ne sert pas seulement à préparer le détenu à sa réinsertion dans la société, mais elle doit véritablement punir, dissuader et aussi protéger la société. Les prisons n'ont pas à être des hôtels qui répondent aux désirs individuels de leurs pensionnaires. Il est évident que le standard actuel des prisons suisses est trop élevé et trop cher. Il n'a guère d'effets dissuasifs, notamment sur les touristes crimi-

Criminalité étrangère dans le canton de Zurich en 2005



nels. Le fait que l'on peut gagner un salaire dans les prisons suisses rend même ces établissements intéressants aux yeux de certains délinquants. On ne sera pas surpris, dans ces conditions, que la grande majorité des détenus soit d'origine étrangère. Il faut donc encourager les initiatives visant à mettre en place un dispositif légal pour faire purger leur peine à l'étranger à des condamnés d'origine étrangère. De plus, le standard des prisons suisses doit être adapté à la baisse. Une fois leur peine purgée, les malfaiteurs étrangers doivent être systématiquement expulsés.

Combattre la criminalité des jeunes

La criminalité des jeunes progresse. Cette évolution se manifeste notamment par l'escalade de la violence dans les écoles, mais aussi sur les terrains de sport et dans les villes. Actuellement, nous comptons en Suisse jusqu'à trois délits de

lésions corporelles par jour commis par des jeunes. Cette dégradation s'explique notamment par la politique du laisser faire pratiquée par les autorités ces dernières années, mais aussi par une politique d'immigration trop molle. Trop longtemps la discipline et l'éducation ont été dénigrées, alors que «l'ouverture» était à la mode. Il faut contrer fermement cette évolution. Tout le monde doit faire un effort: les parents, les enseignants, les associations sportives. Dans la mesure du possible, il faut punir les attitudes délictueuses dès le départ. Par exemple, les délits commis pas des écoliers doivent être sanctionnés par des travaux au service de la collectivité. Mais l'Etat aussi doit agir avec plus de sévérité. Les parents doivent être contraints d'assumer leurs responsabilités; les jeunes violents doivent être placés dans des institutions spécialisées; les irréductibles doivent être renvoyés dans leur pays avec leurs parents.



Casseurs gauchistes à l'œuvre: il faut éviter que pareilles scènes deviennent quotidiennes.



Rétablir le droit et l'ordre dans les villes

Les villes et les agglomérations sont les principales victimes de la progression des délits violents et du vandalisme. Les grandes manifestations doivent de plus en plus souvent être entourées d'importantes forces policières. Pour sortir en ville, il faut se tenir en groupe. Les équipements publics sont régulièrement dévastés et leur réparation coûte cher aux contribuables. Souvent, la surveillance par vidéo est l'unique moyen de maintenir un semblant d'ordre. Or, il faut rétablir le droit et l'ordre dans les villes et celles-ci doivent engager les forces de police nécessaires à cet effet. Il n'est tout de même pas acceptable que des agents de police soient astreints à mettre des contraventions aux voitures mal parkées pendant que, juste à côté, des vandales commettent leurs actes destructeurs. La tâche principale de la police est de lutter contre la criminalité et le vandalisme.

Faire preuve de bon sens

Malgré tous les efforts, la sécurité totale n'existe pas, car celle-ci étoufferait aussi la liberté individuelle. La liberté implique toujours un certain risque tant pour l'Etat que pour chaque individu. Il n'est pas toujours possible de concilier totalement sécurité et liberté individuelle, mais les mesures de sécurité peuvent être conçues de manière à rester proportionnées. Il faut garantir la liberté personnelle et la sphère privée des honnêtes gens et empêcher l'émergence d'un «Etat fouineur». Si nous autres Suisses nous devons choisir entre la liberté et la sécurité, nous devons continuer à opter pour la liberté – comme nous l'avons fait depuis 700 ans.

La voix de la liberté

«Celui qui cherche la sécurité et accepte à cet effet de sacrifier la liberté, n'a mérité ni l'une, ni l'autre.»
(Benjamin Franklin, 1706–1770, homme politique et écrivain américain)

Les juges aussi doivent apporter leur contribution à la garantie de la sécurité et de la liberté des citoyens. Si les tribunaux prononcent des peines trop douces en fonction des délits commis, le législateur est contraint à durcir la loi et, partant, à restreindre la marge de manœuvre des juges. Mais la population a aussi du mal à accepter des jugements qui frappent plus sévèrement les contraventions routières que les délits de lésions corporelles. Les juges sont donc appelés à faire preuve de sens de la mesure et d'intelligence – dans l'intérêt de toutes les citoyennes et de tous les citoyens.

Positions

L'UDC

- demande une présence policière plus ciblée, une justice plus dure et une exécution des peines qui retrouve son caractère dissuasif;
- demande l'institution de tribunaux jugeant en procédure accélérée;
- demande que les juges adaptent les peines qu'ils prononcent à la gravité réelle des cas;
- approuve la recherche de solutions permettant de faire purger leur peine à l'étranger à des condamnés d'origine étrangère;
- soutient l'internement à vie de criminels violents et sexuels extrêmement dangereux et inguérissables;
- demande que les droits des victimes priment sur les droits des délinquants;
- demande que les mesures de sécurité soient proportionnées et tiennent compte du droit à la liberté des citoyennes et citoyens.

Une armée de milice adaptée à la menace



L'Etat est responsable de la protection de sa propre population contre la violence étrangère. L'accomplissement de cette tâche représente aujourd'hui un nouveau défi. Les «nouvelles guerres» sont de moins en moins liées aux Etats, mais plutôt de nature commerciale ou asymétrique, donc opposant un Etat et ses troupes régulières à des combattants agissant de manière autonome. Cette nouvelle forme de combat qui marque aujourd'hui les conflits du monde s'appelle terrorisme. Les terroristes ne sont plus simplement des individus pris de folie meurtrière, mais des combattants engagés de manière ciblée au service d'une idéologie ou d'une religion. Les anciennes frontières entre la guerre et la paix, entre amis et ennemis, entre le soldat et le civil, entre sécurité intérieure et sécurité extérieure s'estompent progressivement. Nous observons aujourd'hui des guerres civiles, des guerres terroristes et anti-terroristes, des guerres d'intervention. Tous ces conflits ont leurs propres causes, acteurs, déroulements, stratégies, gagnants et perdants. Ils produisent toujours de la souffrance,

Instrument de la résistance

«L'impulsion essentielle qui anime depuis des siècles la force de défense de la Suisse n'est pas la volonté d'acquiescer de la puissance, mais la volonté de résister à la puissance.»

(Karl Schmid: *Versuch über die schweizerische Nationalität*, 1957)

de la mort et de la destruction. Mais si nous prenons partie dans ces conflits, nous affaiblissons notre propre combat contre le terrorisme et nous devenons nous-mêmes la cible des terroristes.

Qu'avons-nous à défendre?

Même en cette époque de réorientation de la politique de sécurité, il s'agit toujours pour nous de défendre notre indépendance, notre responsabilité individuelle dans un système de démocratie directe et notre neutralité permanente, intégrale et armée, principale stratégie de survie d'un petit Etat. Il s'agit de protéger les vies humaines, de faire passer le droit dans le





règlement des conflits et de veiller au bon ordre de la société et de l'économie.

Ne pas renvoyer la responsabilité

Nous ressentons bien les effets des luttes de pouvoir des grands Etats et des organisations internationales dans leurs tentatives de mettre en place un nouveau régime mondial global. Et nous assistons dans notre pays aussi à de nombreuses tentatives de miner le monopole d'autorité de l'Etat national en le transférant à des bureaucraties internationales opaques. Le principe constitutionnel de la neutralité permanente, intégrale et armée ne cesse d'être réinterprété par des politiciens imaginatifs. Un petit Etat qui s'accroche aux basques d'un grand dans l'espoir d'y gagner de la sécurité commet une lourde erreur. Car le grand l'entraîne dans son aventure.

La recherche de sécurité collective est le plus souvent une manifestation de faiblesse, un moyen d'éviter d'assumer ses propres responsabilités. Notre alignement sur l'OTAN – notamment par le Partenariat pour la paix – est problématique de ce point de vue.

Répondre aux nouvelles formes de menaces

Malgré la présence de nouvelles formes de menaces, notre armée continue à servir la prévention de la guerre et de contribuer au

maintien de la paix. L'armée défend le pays et sa population. L'abandon d'une défense nationale souveraine n'est donc pas la bonne solution. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une prise de conscience réaliste de la menace actuelle et du changement stratégique qu'elle impose. Nous devons nous rendre compte de la vulnérabilité d'une société moderne mise en réseau et apprendre à la protéger. Il faut éviter de créer des centres vulnérables déjà au moment de la planification. Aujourd'hui, il faut se concentrer sur l'essentiel, décentraliser, déléguer la responsabilité en aval, bref rechercher une flexibilité maximale pour pouvoir réagir en cas de crise. L'état-major de crise que le Conseil fédéral a décidé de créer pour s'exercer à gérer et à surmonter des situations catastrophiques est un pas dans la bonne direction.



Engagement de la troupe au quartier de la Matte à Berne pendant les intempéries de 2005.



Renforcer la milice qui a fait ses preuves

La stratégie de l'armée de milice, l'idée d'une armée qui n'est pas cantonnée dans les casernes dans l'attente d'une intervention, mais d'une armée intégrée dans la société et dans l'économie est profondément ancrée dans la population suisse. Ce principe comprend également la conservation de l'arme de service à domicile qui est l'expression de la volonté de défense des Suisses ainsi que de leur sens des responsabilités dans l'utilisation d'armes à feu. Les nouvelles formes de menace appellent des interventions de protection qui, compte tenu de la précarité des finances publiques, ne peuvent être assumées que par une armée de milice. La respon-

sabilité ultime appartient au souverain, donc au citoyen. La protection du pays et de sa population est exclue sans sacrifice personnel. Tout comme la neutralité permanente, intégrale et armée, l'armée de milice forme un bastion supplémentaire contre des aventures militaires dans lesquelles pourraient s'engager des gouvernants ou l'administration. Elle contraint les responsables à prendre au sérieux la violence et la guerre. L'armée de milice garantit des compétences professionnelles et humaines à tous les niveaux. Autant que possible, la milice doit donc être représentée équitablement

si possible à tous les niveaux. Lorsque des moyens violents sont engagés, il faut commencer par délimiter clairement les compétences. Chacun doit connaître son mandat, ses com-

Le mandat de l'armée

«L'armée doit sauvegarder son savoir-faire en vue d'une éventuelle guerre et aussi être à même de défendre le pays avant que le seuil de la guerre ne soit franchi: sûreté sectorielle, surveillance d'objets, aide en cas de catastrophe, surveillance de l'espace aérien.»

(Samuel Schmid, conseiller fédéral, «Facts», 19. 1. 2006)



pétences et ses ressources. Nous avons besoin d'un dispositif de conduite de l'Etat bien préparé aux situations de crise, capable si nécessaire de faire intervenir l'armée et sachant engager les services nécessaires dans une action coordonnée.

Garantir la priorité à la défense nationale

Les réformes militaires engagées ces dernières années n'ont pas contribué à renforcer la confiance de la population dans la défense nationale de la Suisse. L'armée doit maintenant se concentrer sur l'application sans concession de la réforme Armée XXI, se consolider tout en éliminant les points faibles de cette réforme. D'autres mesures ne doivent être prises que si elles répondent à un besoin objectif ou urgent. La coopération internationale en matière d'instruction et les engagements militaires armés à l'étranger doivent être limités au strict minimum. Pour l'UDC, le mandat de défense nationale sur la base de la neutralité, du principe de la milice et de l'obligation générale de servir reste prioritaire. L'armée doit être équipée de manière optimale et entraînée grâce à des exercices réalistes à assumer toujours et partout des mandats de protection au service de la population ainsi que son mandat de défense du pays. L'armée n'est pas une police auxiliaire, mais elle doit être à même, face à de graves menaces pesant sur la population (grandes catastrophes), de soutenir efficacement les autorités civiles pour protéger le pays et sa population.

Positions

L'UDC

- considère la neutralité permanente, intégrale et armée comme l'instrument de protection le plus efficace contre le terrorisme international;
- s'engage pour une armée de milice moderne, performante et crédible;
- demande une formation adaptée aux besoins d'une armée de milice, une représentation équitable de la milice si possible dans toutes les fonctions de commandement et une stratégie de montée en puissance optimale;
- exige que la défense du pays soit la première mission de l'armée;
- rejette l'adhésion de la Suisse à des pactes militaires comme l'OTAN;
- approuve des engagements subsidiaires en cas de catastrophes naturelles, en priorité en Suisse;
- rejette en principe les engagements de l'armée suisse à l'étranger et s'oppose aux cours de répétition à l'étranger;
- demande un droit libéral sur les armes qui n'entrave pas les exercices de tir hors service ainsi que le droit de garder l'arme d'ordonnance à domicile après l'accomplissement des obligations militaires.

Politique d'asile:

Des succès grâce à une action rigoureuse

La grande majorité des personnes qui demandent l'asile en Suisse ne sont pas des réfugiés. Elles ne sont nullement menacées dans leur intégrité physique, mais cherchent à améliorer leur niveau de vie en tentant de s'installer en Suisse. Beaucoup vivent de l'assistance publique, quelques-uns sont impliqués dans des activités aussi juteuses que criminelles comme les organisations de passeurs ou le trafic de drogue. Si on ajoute aux réfugiés reconnus les personnes admises provisoirement, on arrive à un total de 24% environ de décisions positives par rapport à la totalité des demandes. C'est dire que plus des trois quarts des demandes d'asile sont injustifiées, voire abusives. Il faut que cela cesse. C'est un des

objectifs prioritaires de l'UDC et du conseiller fédéral UDC compétent, de réduire le nombre de demandes d'asile déposées sans motif valable. Des progrès considérables ont d'ailleurs été faits récemment. Le nombre de demandes d'asile baisse continuellement. Pour la première fois, la Suisse pratique une politique de dissuasion plus efficace contre les abus dans le droit d'asile que ses voisins européens. Les mesures prises, plus particulièrement la forte réduction des délais de procédure et la suppression de l'aide sociale aux personnes sous le coup d'une non-entrée en matière, ont des effets visibles.

Régler les problèmes d'exécution

Les principaux problèmes se présentent encore et toujours dans l'exécution des décisions prises. Nombre de requérants d'asile dont la demande a été rejetée (tout comme les clandestins) refusent de quitter la Suisse. La plupart des requérants n'indiquent pas leur identité et prétendent ne pas avoir de papiers. Faute de pouvoir prouver l'origine d'un requérant, il est impossible de le faire reprendre par son pays. Pourtant, les personnes dont la demande a été refusée ne reçoivent pas seulement une aide minimale de survie, mais une assistance sociale. Il est donc indispensable d'étendre la suppression de l'aide sociale à tous les requérants dont la demande a été refusée définitivement. Il n'est pas acceptable que des individus qui refusent de coopérer soient mieux traités que des personnes séjournant légalement en Suisse. Quand les abus sont possibles, défendus et même encouragés par des institutions, il est grand temps que la politique intervienne. La nouvelle loi présentée par le département de Christoph Blocher et acceptée en votation populaire par les deux tiers des votants permet d'espérer que le nombre de requérants ira en diminuant, que les coûts vont baisser et, surtout, que les abus seront enfin efficacement combattus.





Intégrer les réfugiés reconnus

Nombre de réfugiés reconnus et de personnes admises provisoirement – dont la grande majorité reste finalement en Suisse – sont insuffisamment intégrés. En particulier, le taux d'activité professionnelle parmi eux est beaucoup trop bas: il est de 34% chez les requérants admis provisoirement et de 24% seulement chez les réfugiés reconnus. Les mesures d'intégration n'ont donc pas atteint leur objectif. Cette situation s'explique surtout par le fait que rien n'incite réellement ces personnes à se chercher un travail pour ne plus dépendre des prestations publiques. L'aide sociale est souvent plus élevée que le salaire auquel elles peuvent prétendre, si bien qu'il n'y a aucune raison qu'elles se fatiguent à travailler.

Qui sont les imbéciles dans le domaine de l'asile?

«Les imbéciles ne sont pas ceux qui exploitent ce système, mais ceux qui le mettent à disposition.»

Christoph Blocher, conseiller fédéral, congrès de l'Albisgüetli, 20. 1. 2006)

Empêcher les recours abusifs

La durée des procédures d'asile a certes pu être réduite dans la majorité des cas, mais elle est toujours trop longue. Le traitement des recours prend parfois des mois, voire des années. Arguant de son «indépendance», la Commission de recours en matière d'asile se donne beaucoup de temps pour liquider les cas pendants. De plus, elle se distingue régulièrement en prenant des décisions qui ignorent complètement la sécurité et le bien-être des habitants de ce pays. Par exemple, en offrant le droit de séjour en Suisse à des criminels et autres individus violents. Cette instance semble sur la même longueur d'onde que «l'industrie de l'asile» dont les innombrables travailleurs sociaux, assistants et autres juristes spécialisés dans le droit d'asile vivent fort bien des abus et du nombre élevé de

requérants d'asile, si bien qu'ils n'ont aucun intérêt à ce que cela cesse. Si on divise le coût total du secteur de l'asile par le nombre de réfugiés effectivement reconnus, on arrive à la coquette somme d'un million de francs par réfugié authentique. Est-ce là une manière d'agir «humanitaire», acceptable ou simplement intelligente? Pour rectifier le tir, il faut rationaliser massivement les procédures et prendre un maximum de décisions directement dans les centres d'accueil. En outre, il faut renvoyer systématiquement les requérants d'asile criminels.

Pas d'incitation à travailler

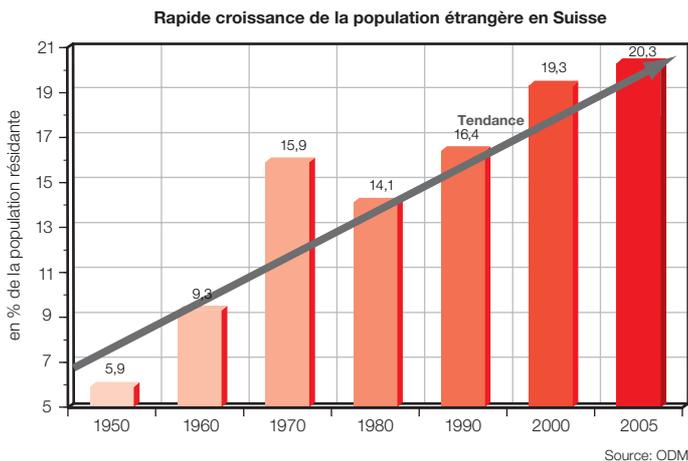
Une famille de quatre personnes ayant reçu le statut de réfugié ne bénéficie pas seulement d'un logement et de la gratuité des primes d'assurance-maladie, mais aussi d'une aide liquide de plusieurs milliers de francs par mois sans bouger le petit doigt. Pourquoi, donc, un des deux parents se fatiguerait-il à travailler comme vendeur, manœuvre ou employé de service s'il gagne beaucoup moins qu'en touchant l'aide publique?

Positions

L'UDC

- exige une intervention rigoureuse pour couper court aux abus et dysfonctionnements dans le secteur de l'asile;
- soutient toutes les mesures qui visent à régler les problèmes d'exécution dans le secteur de l'asile;
- soutient la suppression de l'aide d'urgence aux requérants d'asile récalcitrants;
- demande une procédure courte qui tienne enfin compte des intérêts de la population autochtone.

Freiner l'immigration



Un mythe constamment répété, mais néanmoins absurde, est l'affirmation selon laquelle la Suisse s'isole de l'étranger et vit comme une île au milieu de l'Europe. Le fait est qu'environ 100 000 personnes immigreront chaque année en Suisse, la moitié par le biais du regroupement familial. Peu d'autres pays industrialisés du monde ont connu une immigration aussi forte que la Suisse par rapport à sa population. Avec plus de 20%, la Suisse affiche la proportion d'étrangers la plus élevée du monde, et cela malgré un taux de naturalisation très important par tête d'habitant. Ce chiffre ne tient même pas compte des requérants d'asile et des personnes accueillies provisoirement. L'UDC est l'unique parti à critiquer cette politique d'immigration trop molle qui pousse la Suisse aux limites de sa capacité – et aussi de sa volonté – d'intégration. Cette mise en garde ne s'inspire ni de la «xénophobie» ni de la «politique d'isolement», mais émane d'un réel souci pour la stabilité de la société suisse. Depuis peu, les autres partis bourgeois commencent à comprendre que l'UDC a raison. La gauche, elle, maintient sa vision surannée d'une société multiculturelle alors que celle-ci a définitivement échoué.



Sommes-nous bientôt des étrangers dans notre propre pays?



Empêcher une immigration massive

Malheureusement, la Suisse a largement cédé à des tiers le contrôle de la qualité de l'immigration en signant diverses conventions internationales. L'abandon du statut de saisonnier a été une lourde erreur. La preuve: aujourd'hui, plus de 40% des immigrés viennent par regroupement familial. Compte tenu des expériences faites dans d'autres pays, l'allégation selon laquelle seule l'immigration garantit la croissance économique et la sécurité sociale est plus que douteuse. Aux Pays-Bas, on a constaté que l'immigrant moyen coûte plus cher à l'Etat qu'il ne lui rapporte et en Allemagne le célèbre institut Ifo de Munich a découvert qu'un immigrant devait vivre 25 ans dans le pays pour rendre à l'Etat ce qu'il en a reçu. Or, 80% des immigrants rentrent chez eux ou décèdent avant. Pour sauver l'Etat social, il faut donc limiter soit l'immigration, soit l'accès immédiat et complet aux assurances sociales.

L'avis d'un Prix Nobel sur l'immigration massive

«La libre immigration devient douteuse à partir du moment où elle donne aux immigrants l'accès à une «fortune du peuple» constituée pendant des décennies, voire des siècles, et à des prestations sociales de toutes sortes.»
(Gary Becker, Prix Nobel, «Neue Zürcher Zeitung», 8. 7. 2004)

Stopper l'immigration dans le système social

La Suisse passe encore pour un pays à grande capacité et volonté d'intégration. Mais aujourd'hui cette capacité commence à s'épuiser et le malaise de la population face à une immigration quasi illimitée s'explique par de bonnes raisons. Par rapport aux générations précédentes, le degré d'occupation des immigrants actuels a sensiblement baissé. Depuis 1990, la proportion d'immigrants exerçant une activité lucra-



Les étrangers perçoivent trois fois plus souvent l'aide sociale que les Suisses.

tive est tombée de 53 à 38%. Nous assistons de fait à une immigration croissante dans le système social et non plus dans le marché du travail – une conséquence inévitable du pouvoir d'attraction qu'exerce un système social aussi généreux que le nôtre. La libre immigration ne peut fonctionner que dans une économie de marché libre. Elle pèse par contre sur la vie sociale quand les immigrants affichent des taux disproportionnés en matière de chômage (près de 40%), de criminalité (54%), d'invalidité (plus de 40% des prestations AI) et de maladie et quand ils exigent la mise en place d'offres pédagogiques spéciales et finissent en masse à l'assistance publique.

Celui qui ne respecte pas les règles doit partir

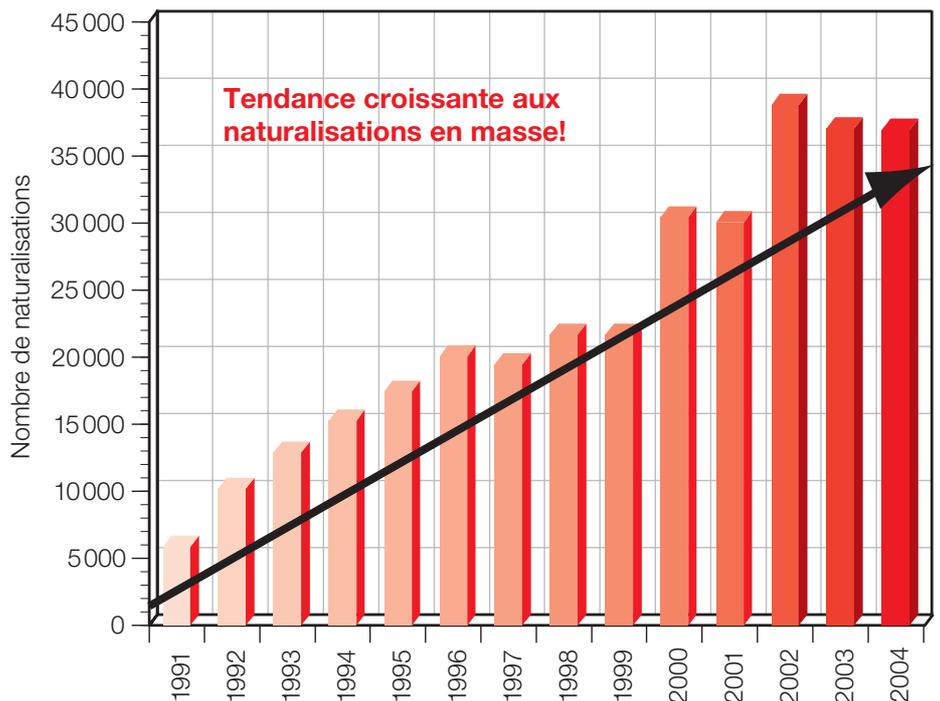
Nous ne connaissons pas encore en Suisse de situations comme celles des banlieues françaises ou anglaises. Mais il faut être vigilant pour éviter en Suisse l'émergence de sociétés parallèles qui refusent les principes d'un Etat de droit libéral. Celles et ceux qui veulent vivre en Suisse doivent respec-

ter les règles en vigueur chez nous ou quitter le pays. Il ne saurait pas non plus être question de minimiser le problème des quelque 100 000 clandestins qui vivent en Suisse et que l'on appelle gentiment des «sans-papiers». On ne résout pas ce problème en légalisant simplement ces gens. Il faut au contraire agir vigoureusement contre l'immigration clandestine. Dans ce même ordre d'idée, il faut intervenir contre le mi-

nage de notre Etat par l'introduction sournoise de dispositions légales étrangères. Les juges sont invités à dire le droit sur la base des valeurs fondamentales de notre civilisation occidentale et chrétienne et à ne pas tolérer des pratiques qui sont contraires à nos valeurs comme l'excision des femmes, les «meurtres d'honneur», la polygamie et la discrimination des femmes. En Suisse, on doit appliquer le droit suisse.



La pratique des naturalisations doit changer en Suisse!



Source: ODM



La naturalisation, dernière étape de l'intégration

Pour l'UDC, la naturalisation est le dernier et non le premier pas de l'intégration. La nationalité suisse comporte – et c'est ce qui lui donne son caractère unique – de larges droits politiques aux niveaux fédéral, cantonal et communal. Or, pour exercer utilement ces droits, il faut être intégré, comprendre

notre organisation politique et connaître au moins une langue nationale. Les décisions de naturalisation des assemblées communales et des commissions doivent être acceptées sans restriction. L'UDC combat tout automatisme, de même que le droit de recours contre des refus de naturaliser. Elle est aussi opposée au droit de vote et d'éligibilité des étrangers.

Positions

L'UDC

- veut une politique des étrangers qui tienne compte des besoins de la Suisse;
- s'engage en faveur de l'application rigoureuse des lois, valeurs et règles suisses;
- exige que les candidats à la naturalisation fassent obligatoirement une déclaration de loyauté à l'égard de la Constitution et du régime légal de la Confédération suisse;
- refuse la légalisation collective des clandestins et exige une action rigoureuse contre l'immigration clandestine;
- s'oppose à l'introduction du droit de vote et d'éligibilité des étrangers;
- souligne que l'intégration est l'affaire des étrangers et non pas celle de l'Etat; l'intégration doit être soumise à des critères sévères;
- exige que seuls les étrangers qui s'engagent à ne pas percevoir d'aide sociale durant trois ans au moins soient autorisés à immigrer en Suisse;
- demande que seuls les étrangers titulaires d'un permis d'établissement soient autorisés à demander la naturalisation;
- défend le droit des citoyennes et des citoyens de voter démocratiquement sur des demandes de naturalisation et rejette tout automatisme dans ce domaine;
- exige que par principe une personne touchant une rente AI, des indemnités de chômage ou l'aide sociale ne puisse pas être naturalisée;
- exige que les délinquants étrangers qui ont commis des délits graves ou des crimes violents soient expulsés de Suisse;
- demande la mise en place d'une base légale qui permette de retirer la nationalité suisse à des personnes qui, dans les cinq ans suivant leur naturalisation suisse, ont commis des infractions graves ou des crimes violents.

Agriculture:

Le paysan est un chef d'entreprise



La Constitution fédérale et la loi sur l'agriculture donnent d'importantes tâches à l'agriculture. Les paysans doivent empêcher la dégradation du paysage et le dépeuplement des régions isolées. De plus, les agriculteurs doivent garantir un degré minimal d'auto-provisionnement du pays avec des produits sains et de bonne qualité. Toutefois, ils remplissent cette tâche dans des conditions de plus en plus difficiles. L'agriculture suisse est menacée de deux côtés: la gauche tente de monter les esprits contre les paysans en prétendant qu'ils coûtent trop cher et qu'ils votent trop conservateur; les tenants d'un libéralisme extrême veulent abandonner complètement les agriculteurs à l'économie de marché et oublient que l'agriculture est chargée de tâches qui n'ont aucun rapport avec le marché libre: la protection du paysage et l'occupation décentralisée du territoire. Et qui nourrit la population en cas de crise? Un office fédéral? Les CFF? L'Union syndicale suisse? Ou tout de même les paysans?

Concernant les coûts de l'agriculture

«Les transports publics nous coûtent actuellement 7,6 milliards de francs par an. Soit le double de toute l'agriculture. Donc, ces immenses surfaces des Alpes, du Jura, du Plateau sont entretenues pour la moitié de la somme que coûte le déficit des chemins de fer!»

(Christoph Blocher, conseiller fédéral, Rencontres nationales, Montreux, 11.11.2005)

L'agriculture dans l'économie globale

Même si l'agriculture présente quelques particularités, elle reste, dans notre économie, un secteur important qui joue un rôle-clé dans les régions rurales notamment. En Suisse, quelque 250 000 personnes travaillent dans l'agriculture ainsi que dans les branches en amont et en aval de l'agriculture. De plus, 150 000 hommes et femmes trouvent un emploi dans le commerce de gros et de détail avec des produits agricoles. L'agriculture apporte également une contribution primordiale au tourisme qui, lui aussi, est un pilier de l'économie suisse.

Libérer l'agriculture de son corset de prescriptions

La production d'aliments est l'affaire des paysans. C'est donc à eux de décider ce qu'ils veulent produire, comment et combien ils veulent produire. La mise sous tutelle des paysans par un flot de formulaires et de règlements doit être stoppée. Dans la production, chaque paysan doit assumer son propre risque d'entreprise et se conformer aux besoins des consommatrices et consommateurs. A ce niveau-là, c'est au marché de payer les prestations et de décider du succès ou de l'échec d'une politique d'entreprise. La loi fédérale sur l'aménagement du territoire doit donner aux agriculteurs une marge de manœuvre suffisante pour leur permettre d'agir en qualité de chefs d'entreprise.



L'indemnisation de prestations n'est pas une subvention

Les paysans ne peuvent assurer aux conditions usuelles du marché la protection de l'espace vital et l'occupation décentralisée du territoire. Voilà pourquoi l'Etat les indemnise avec des paiements directs. Ce ne sont donc pas des subventions,



mais des indemnisations de prestations. L'agriculteur les touche, qu'il possède une exploitation grande ou petite, qu'il exploite accessoirement ou à plein temps son domaine, qu'il soit pauvre ou riche.

La concurrence exige des moyens égaux

«La réduction drastique des mesures de protection à la frontière met sous pression les prix indigènes à la production et, partant, le revenu des familles paysannes. Nous autres paysans, nous voulons devenir plus compétitifs. Mais nos possibilités sont limitées, car nous travaillons dans un pays à prix élevés, dans des conditions topographiques et climatiques difficiles et dans un cadre légal restrictif. De plus, nous devons assumer un mandat constitutionnel approuvé par le peuple. Pour nous permettre d'y répondre, il faut commencer par combattre une ouverture excessive des frontières qui menace l'existence des familles paysannes.»

(Hansjörg Walter, conseiller national, conférence de presse OMC, Genève, 28. 6. 2006)

Perte de plusieurs milliards à cause de l'OMC

Les conditions-cadres de l'agriculture se détériorent dramatiquement. Dans le pire des cas, l'OMC impose à la Suisse une baisse des droits de douane de l'ordre de trois milliards de francs. Cela signifie concrètement trois milliards de moins pour l'agriculture, montant équivalant au revenu total des agriculteurs. Par rapport à un rendement brut d'environ 10 milliards de francs, la perte est de 30%. L'agriculture suisse n'y survivrait pas. Il s'agit donc de mettre en place dès à présent une nouvelle politique agricole qui permette aux paysans de survivre et qui garantisse à la Suisse l'entretien de ses paysages et l'approvisionnement de la population en denrées saines.



Au-delà de l'offre et de la demande

On oublie trop souvent que notre agriculture multifonctionnelle continue d'assurer, en plus de la production alimentaire et de l'occupation décentralisée du territoire, des prestations qui ne se calculent pas en francs et en centimes. Elle contribue à la sauvegarde d'une société stable reposant sur des structures familiales solides, à la survie de notre patrimoine culturel, à la pérennité d'une conception saine du travail. Des familles paysannes travailleuses, performantes et responsables constituent l'épine dorsale de notre pays et les paysans exploitant leur domaine à titre accessoire représentent souvent une main-d'œuvre précieuse pour nombre d'entreprises.

Positions

L'UDC

- demande une politique agricole qui permette la survie de l'agriculture afin de garantir l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires indigènes;
- se bat pour donner aux agriculteurs producteurs une plus grande liberté d'entreprise notamment par la réduction des contraintes légales ainsi que par l'allègement des redevances, taxes et impôts;
- exige une loi libérale sur l'aménagement du territoire;
- demande des paiements directs adaptés aux performances pour indemniser le mandat constitutionnel qu'assument les agricultrices et les agriculteurs, soit l'entretien du paysage et l'approvisionnement suffisante de la population.



L'agriculture apporte une contribution notable à la conservation de la beauté de notre pays.

Exiger des performances et les soutenir



La Confédération et les cantons se partagent les compétences dans le domaine de la formation. Cette collaboration doit être renforcée, mais en évitant une centralisation. Des réformes ne font pas forcément une meilleure école. Il faut enfin laisser en paix les écoles primaires afin que les maîtres puissent à nouveau se concentrer sur leur tâche première, à savoir la transmission de connaissances et d'aptitudes. La discipline, l'effort et la performance sont à la base d'une formation efficace. La pédagogie confortable, car décourageant l'effort et les performances, pratiquée par les gauchistes de la génération mai 68 a échoué avec les conséquences graves que l'on sait. Une pédagogie – à la maison comme à l'école – qui se contente de créer une ambiance chaleureuse et confortable tout en évitant d'exiger des performances mesurables empêche les enfants d'acquérir des capacités essentielles: l'endurance, le sens de la responsabilité, la volonté à l'ef-

fort, l'opiniâtreté à poursuivre un objectif. Il faut relever le standard de la formation. Avec de l'argent uniquement on ne fait pas de bonnes écoles. Preuves en sont des comparaisons avec d'autres pays et avec leurs résultats. La qualité de la formation dépend moins des fonds publics qui y sont consacrés que de la volonté de tendre vers l'excellence.

Ecole primaire: on réforme au lieu d'enseigner

Trop d'enfants sortant de l'école primaire manifestent des faiblesses graves au niveau linguistique, de l'orthographe notamment. Certains d'entre eux ont même du mal à lire un texte simple. On constate par ailleurs des lacunes graves en mathématique et dans les sciences naturelles. Il s'agit là pourtant de connaissances de base que le système de formation a la tâche de communiquer aux enfants. Au lieu de multiplier les expériences pédagogiques dans les écoles primaires, il faut à nouveau enseigner aux enfants des connaissances fondamentales indispensables. Partout où cela est nécessaire, les enfants de langue étrangère doivent recevoir un enseignement à part afin de ne pas abaisser les prestations et la qualité des classes régulières. Les parents concernés doivent participer financièrement à cet enseignement. Les écoliers doivent être amenés à réaliser des performances clairement définies et doivent être mesurés à leurs résultats. Le manque de discipline, la violence, les cigarettes, l'alcool et les drogues ne sont en aucun cas tolérables à l'école.

Une parole intelligente

«Une manière de prouver l'acquisition d'une formation supérieure est de savoir expliquer simplement les choses les plus compliquées.»

(George Bernard Shaw, 1856–1956, dramatique et écrivain, Prix Nobel)



Formation professionnelle: conserver le système dual

La combinaison de la formation dans l'entreprise et de l'école professionnelle publique (système dual) a fait ses preuves. Elle est largement supérieure aux systèmes de formation professionnelle étrangers. Les entreprises formant des apprentis doivent être déchargées fiscalement. L'UDC rejette l'affaiblissement de ce système par des ateliers d'apprentissage étatiques. Il s'agit au contraire de revaloriser la formation professionnelle et de donner un accès équitable aux hautes écoles professionnelles aux diplômés d'une formation professionnelle supérieure ou ayant passé des examens professionnels supérieurs.

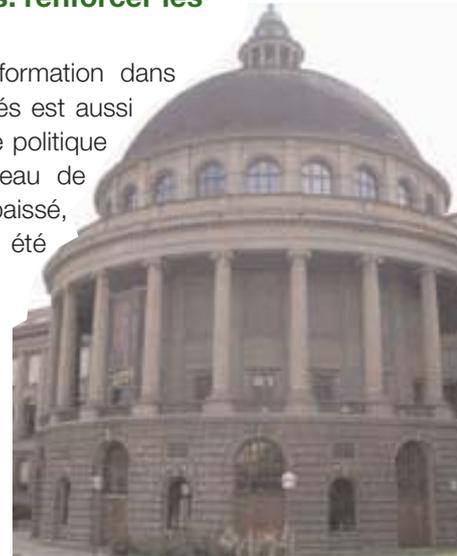


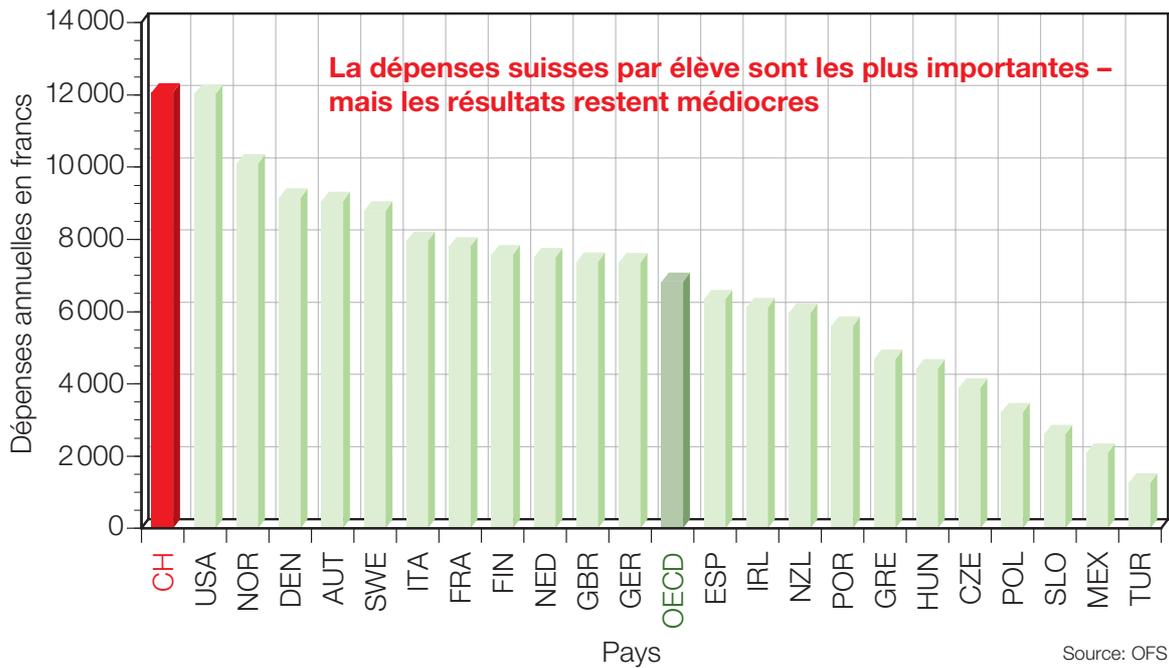
Favoriser la création de places d'apprentissage et encourager les apprentis

La formation d'apprentis a perdu de son intérêt au fil des années passées. Des contraintes légales toujours plus complexes, la scolarisation de l'apprentissage et des coûts élevés rendent la formation d'apprentis inintéressante, surtout pour les petites entreprises. Parallèlement, le niveau de formation des écoles primaires a baissé, de sorte que les jeunes sortant de l'école ne répondent plus aux exigences minimales des entreprises formant des apprentis. La concurrence de fabricants étrangers, qui arrivent sur le marché suisse avec des produits moins chers que les entreprises suisses formant des apprentis, complique encore cette situation. Conséquence: un manque aigu de places d'apprentissage. Une amélioration du niveau de formation des jeunes ainsi qu'un allègement du fardeau administratif et fiscal grevant les entreprises formant des apprentis permettrait d'inverser cette tendance.

Gymnases et universités: renforcer les exigences

La qualité médiocre de la formation dans les gymnases et les universités est aussi une des conséquences d'une politique héritière de mai 68. Le niveau de la maturité gymnasiale a baissé, les sciences naturelles ont été massivement dévalorisées.





L'économie manque aujourd'hui déjà d'une relève professionnelle suffisamment qualifiée et les gymnases et universités ne seront bientôt plus à la hauteur de leurs concurrents étrangers. L'UDC demande que des exigences plus sévères soient imposées aux gymnasiens et étudiants et que la durée du gymnase soit réduite. En outre, il faut donner plus de place aux sciences naturelles et aux mathématiques. Le gymnase doit enseigner une culture générale complète et contribuer ainsi à renforcer la tradition humaniste occidentale.





Plus d'autonomie et de marché libre dans les universités

L'UDC soutient les EPF et les universités dans leur effort d'acquiescer une plus grande indépendance et d'appliquer les lois du marché. Ces institutions doivent mettre l'accent sur l'enseignement de compétences théoriques, sur les travaux scientifiques et sur la recherche de pointe. Les offres d'études doivent être axées davantage sur les besoins du marché. Des étudiants formés en dehors des exigences de l'économie ne créent pas de plus-values, mais gonflent inutilement l'Etat social et l'Etat-providence. La formation est un bien personnel précieux qui porte des fruits surtout sur une base faite de responsabilité individuelle. Un nouveau système de prêt permettrait d'encourager une utilisation responsable des ressources personnelles et financières dans le domaine de la formation.

Recherche ciblée

Les ressources financières affectées à la recherche doivent être concentrées sur les domaines promettant de la croissance et des plus-values afin de renforcer la compétitivité internationale de la Suisse. Dans la recherche financée par l'Etat, la priorité doit être donnée aux projets ciblés, ayant des dimensions contrôlables et de caractère national. Parallèlement, les conditions-cadres de la recherche privée doivent être améliorées. Afin de soutenir la collaboration entre les entreprises et les hautes écoles, il faut prévoir la déductibilité fiscale pour le capital investi dans la recherche et la formation. La capacité d'innovation sera augmentée si les chercheurs participent au résultat financier de leurs travaux.

Positions

L'UDC

- demande que les enfants de langue étrangère reçoivent, si nécessaire, un enseignement à part. Les parents concernés doivent participer financièrement à cet enseignement;
- demande une élévation du niveau de l'instruction à l'école primaire par des plans d'enseignement plus rigoureux et soutient un système d'appréciation des performances et du comportement sur la base de notes et de commentaires écrits;
- ne veut pas que la formation professionnelle soit négligée au profit de la formation gymnasiale;
- veut encourager la création de places d'apprentissage par des allègements administratifs et fiscaux pour les entreprises qui forment des apprentis;
- souhaite que les hautes écoles professionnelles puissent attribuer des diplômes de fin d'études axés sur la pratique et reconnus au niveau international;
- demande une plus forte concentration de l'offre universitaire pour en accroître la qualité et les performances;
- exige que les ressources affectées à la recherche profitent avant tout aux projets suisses.

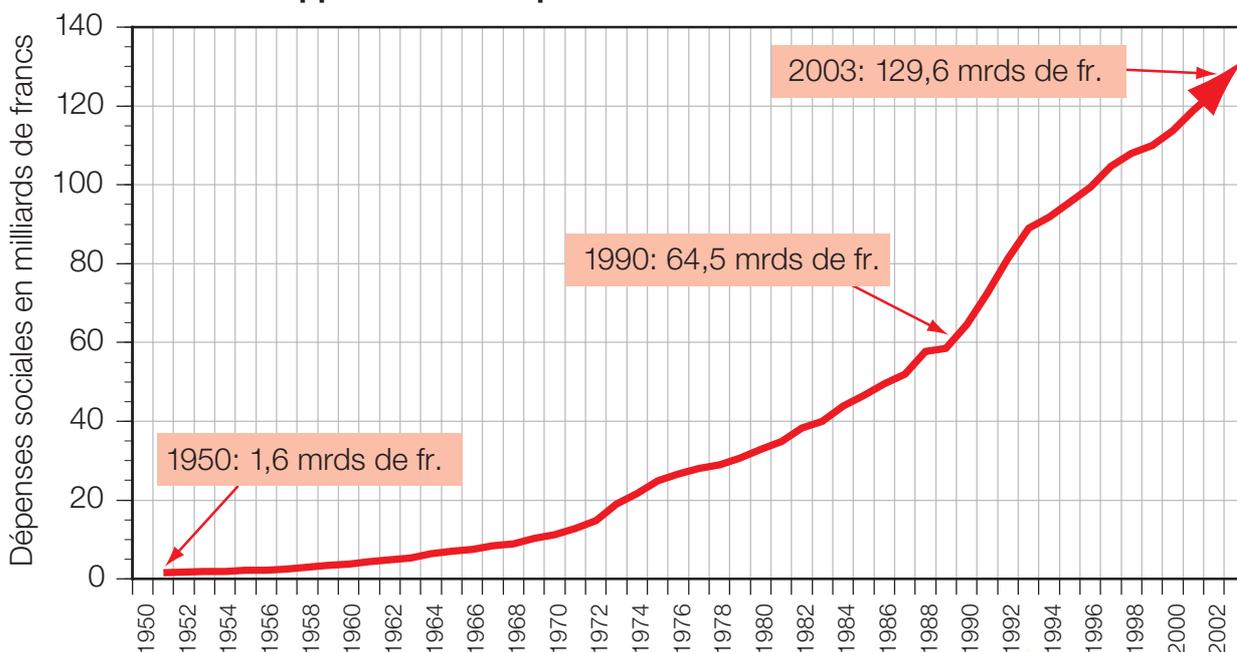
AVS, AI, AC:

Pour des assurances sociales sûres

Si nous voulons que l'Etat social continue d'être soutenu par une majorité de la population, nous devons lui donner une définition plus restrictive à l'avenir. Celles et ceux qui ont réellement besoin d'aide doivent en recevoir. Par contre, les travailleurs honnêtes et les contribuables ne doivent plus passer à la caisse pour de faux invalides et des fainéants. Il n'est ni acceptable ni possible que de moins en moins de citoyens travaillent, versent des cotisations sociales et paient des impôts pour un nombre croissant de personnes qui en profitent. Car ils finissent forcément par se demander si on ne les prend pas pour des imbéciles. En 1950, soit peu de temps après l'introduction de l'AVS, les dépenses sociales se montaient à 1,6

milliard de francs en Suisse. Jusqu'en 1990, donc avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'assurance-maladie, elles ont passé à 64,5 milliards de francs. Puis, les digues se sont rompues: les dépenses sociales ont doublé pour atteindre 129 milliards en 2003. Par rapport à la performance économique du pays (le produit national brut/PNB), la quote-part sociale a passé de 19,3% en 1990 à 29,9% en 2003. Les prestations des différentes assurances sociales sont mal coordonnées. Conséquence: des sur-assurances excessivement onéreuses.

Développement des dépenses sociales en Suisse entre 1950 – 2003



Source: OFS, Compte global de la sécurité sociale du 29.5.2006

Le contraire du «démantèlement social»

Oser parler de «démantèlement social» face à ces chiffres, c'est avoir perdu tout sens des réalités. Aujourd'hui, près d'un franc gagné sur trois disparaît dans l'Etat social et l'Etat-providence. Il est totalement irréaliste de chercher à étendre encore les prestations sociales publiques. De toute manière, les générations à venir devront effacer une grosse ardoise. Cette évolution remet en question l'Etat social dans son ensemble. La gauche et ses acolytes agissent en irresponsables quand ils font croire à la population que la sécurité sociale totale ne coûte rien. En réalité, l'Etat social est financé par une hausse massive aussi bien des prélèvements obligatoires que de la dette publique.

Garantir la prévoyance vieillesse

Le développement démographique place l'AVS devant des problèmes de financement énormes. Faute d'une révision de la législation en vigueur, le fonds AVS manquera d'argent dès



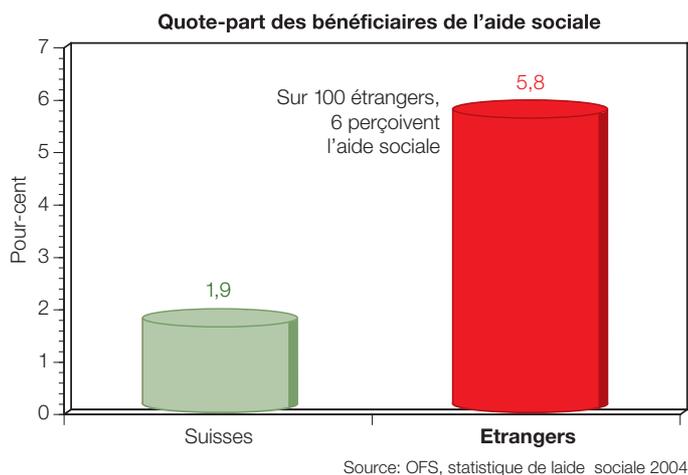
2012. Voilà pourquoi l'UDC veut garantir les rentes AVS à l'avenir. Il s'agira d'imposer la même limite d'âge, soit 65 ans, pour les femmes et les hommes à partir de 2009. En outre, il faut renoncer au projet de rente-pont qui coûte trop cher et qui donne de fausses impulsions. L'étape suivante consistera à soumettre l'AVS à une révision complète dès 2008 avec à la clef des propositions de retraites souples et financées selon le principe de l'assurance. De plus, la Confédération doit verser à l'AVS sa part aux réserves d'or de la BNS.

L'assurance-chômage doit être remise sur les rails

L'assurance-chômage (AC) dépend fortement de l'évolution conjoncturelle. Sa situation financière est à nouveau critique. Entre 2003 et 2005, l'AC a produit un déficit de 5 milliards de francs. L'extension de la libre circulation des personnes augmentera considérablement les charges de cette institution. Pour garantir à long terme cette assurance et pour réduire les risques d'abus, les prestations de l'AC doivent être adaptées au niveau moyen de l'OCDE. Il faut également empêcher les prolongations abusives des durées de perception des indemnités par les cantons. Enfin, l'efficacité des mesures de réintégration dans le marché du travail doit être soumise à un examen critique. Ce constat concerne notamment Offices de placement régionaux (OPR). Le rapport coût-utilité de ces onéreuses institutions n'était guère satisfaisant jusqu'ici.

Le problème des paresseux

Dans les villes, le nombre d'assistés augmente fortement chaque année, parfois de plus de 10%. Nous atteignons les limites de notre Etat social, notamment en raison d'une immigration croissante dans le système social. Nombre de jeunes de 18 à 25 ans qui sortent de l'école ou de la formation passent directement à l'assistance publique. Pour un nombre croissant de jeunes en fin de formation, l'idée de vivre en as-



sisté social n'a plus rien de gênant. Or, quand on s'habitue dès sa jeunesse à vivre aux frais de la collectivité, on aura du mal à faire autre chose par la suite. Cela dit, la grande majorité de la population qui travaille dur a le droit d'être protégée contre cette mentalité d'assisté. Il n'est pas acceptable que les travailleurs doivent financer tous les cas où un jeune homme ou une jeune femme n'a pas réussi à se bâtir l'existence de ses rêves, voire assumer les conséquences d'une politique d'immigration erronée.

Les œuvres d'entraide définissent la pauvreté à leur avantage

Si nous admettons – comme nous le répètent la gauche et les collaborateurs des œuvres d'entraide – qu'un million de personnes peuvent être considérées comme «pauvres» en Suisse, il y aura forcément toujours des pauvres dans notre pays. Les groupes directement intéressés et d'autres partisans de la redistribution de l'argent veillent avec leurs standards douteux à ce qu'il y ait toujours plus d'indigents – du moins sur le papier. C'est ainsi que l'on suscite des revendications

qui minent la cohésion sociale et épuisent la solidarité. Dans l'idée d'une authentique entraide, l'Etat social doit donner un coup de pouce à ceux qui en ont réellement besoin. Et il doit fermer boutique s'il n'est plus capable de distinguer entre les indigents et les profiteurs.

Halte aux abus dans l'AI par des invalides simulateurs

L'assurance-invalidité a été créée pour atténuer les effets de l'invalidité par des mesures de réinsertion simples et pratiques et pour compenser les éventuelles conséquences économiques négatives de l'invalidité. L'AI est cependant aujourd'hui de plus en plus souvent abusée par des invalides simulateurs. Actuellement, l'assurance-invalidité produit environ deux milliards de francs de dettes par an. Cela fait des années que l'UDC attire l'attention sur les abus dont fait l'objet cette institution. Aujourd'hui, on commence à admettre enfin qu'il y a un nombre croissant de faux invalides. Ce qui n'empêche pas les dépenses de l'AI d'augmenter constamment: de quatre milliards de francs par an en 1990, elles ont plus que triplé jusqu'à aujourd'hui. Si 164 000 personnes touchaient une rente en 1990, on en compte 270 000 aujourd'hui. Un homme sur cinq âgés de 64 ans reçoit une rente AI. L'augmentation du nombre de cas AI est particulièrement frappante dans la fonction publique. Ce sont les cas aux diagnostics douteux qui progressent le plus comme, par exemple, les douleurs dorsales ou les problèmes psychiques. Quand il suffit d'un petit malaise passager pour pouvoir

Une voix de gauche concernant l'assurance-invalidité

«Ce n'est pas un abus si quelqu'un réussit à exploiter adroitement le système à ses propres fins.»

(Beatrice Breitenmoser, PS, alors responsable de l'AI, «Rundschau» SF DRS, 8. 10. 2003)



Les nouvelles affections donnant droit à une rente AI

«Un grand nombre de nouvelles maladies permettent aujourd'hui de se déclarer invalide alors qu'une vérification est quasi impossible. Je cite quelques exemples:

phobie sociale, dépendance d'Internet, taux de cholestérol trop élevé, obésité, ménopause, insomnies, constipation, syndrome de burn-out, hyperactivité, forte transpiration, syndrome de déracinement, dépression psychosociale, sifflement dans les oreilles, carence de vitamines.»

(Christoph Blocher, conseiller fédéral, devant la Société zurichoise d'économie publique, 25. 10. 2004)

toucher une rente AI, il ne faut pas trop s'étonner de cette évolution. Pour l'UDC, il est exclu «d'assainir» l'AI en y injectant de nouveaux milliards. Il faut commencer par redéfinir l'invalidité. Et aussi examiner sévèrement toutes les rentes déjà attribuées. La 5^e révision de l'AI actuellement en cours ne suffira pas à résoudre ces problèmes. L'UDC a donc déjà demandé une 6^e révision.



Positions

L'UDC

- exige une coordination complète des prestations des différentes assurances sociales pour éviter la sur-assurance;
- demande pour garantir l'AVS
 - l'âge de la retraite à 65 ans pour les hommes et les femmes;
 - le versement à l'AVS de la part fédérale de l'or de la Banque nationale;
 - l'adaptation des rentes versées à l'étranger au pouvoir d'achat local;
- soutient une révision complète de l'AI pour combattre efficacement les abus
 - par une adaptation des prestations;
 - par une réduction du nombre de bénéficiaires de rentes en combattant l'invalidité simulée;
 - par l'adaptation des rentes versées à l'étranger au pouvoir d'achat local;
 - par des mesures encourageant les employeurs à engager des rentiers AI potentiels;
- exige l'assainissement de l'assurance-chômage
 - par la prolongation de la durée de cotisation minimale;
 - par l'adaptation du montant et de la durée des prestations au niveau de l'OCDE;
 - par un dispositif empêchant les cantons de prolonger abusivement la durée de la perception;
- s'oppose à ce que les collaborateurs d'œuvres d'entraide interprètent les normes à leur avantage;
- veut générer des impulsions dans le domaine de l'aide sociale afin qu'il vaille de nouveau la peine de travailler.

Notre système de santé publique est malade



Notre système de santé publique est actuellement aussi malade que ceux qui doivent recourir à ses prestations. L'UDC a été l'unique parti politique à combattre en 1994 la nouvelle loi sur l'assurance-maladie (LAMal) et à mettre en garde contre la probable explosion des primes. Durant la campagne de votation, les partisans de ce projet ont affirmé que les primes ne changeraient presque pas. Nonobstant tous les beaux pronostics du Conseil fédéral, les primes ont augmenté d'année en année, si bien qu'elles dépassent aujourd'hui de presque 80% leur niveau de 1996, année de l'entrée en vigueur de la LAMal! Les gens ne savent bientôt plus comment réunir chaque fin de mois l'argent nécessaire au paiement des primes. Plus d'un tiers de la population a aujourd'hui besoin de subsides publics pour payer les primes d'assurance-maladie. Les mesures de réduction des primes atténuent certes la pression, mais elles dissimulent parallèlement l'explosion des coûts et retardent ainsi les réformes nécessaires. Un tel système de santé publique est inacceptable. Conséquence de l'extension de la liste des prestations médicales obligatoirement couvertes et faute de volonté de tous les acteurs de faire de réelles économies, le coût de la santé a atteint des sommets vertigineux.

Ruth Dreifuss commente les primes d'assurance-maladie

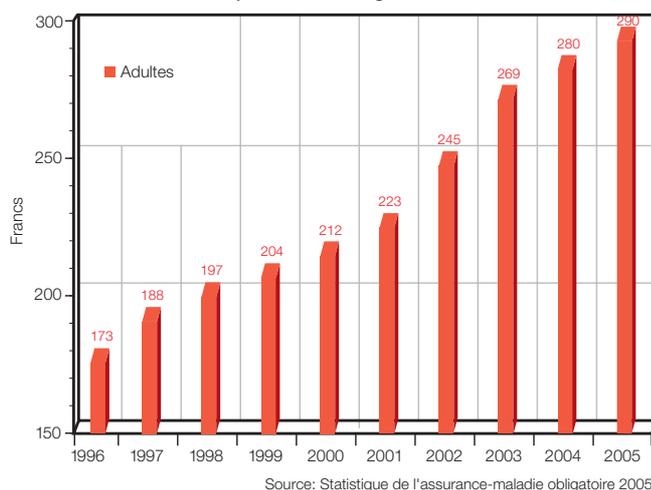
«Je crois que la hausse s'atténuera dès 1998 et 1999.»
(«Tages-Anzeiger», 6. 10. 1996)

«Le développement des coûts ralentit d'année en année. (...) Nos mesures de réduction des coûts sont chaque année plus efficaces.»
(«Blick», 7. 7. 2001)

Assainissement grâce à l'initiative pour la réduction des primes

Le Conseil fédéral se contente d'expérimenter et de bricoler le système de santé publique. Faute d'objectifs clairs, la révision de la loi sur l'assurance-maladie devient un chantier permanent sans résultats tangibles. La révision complète de la LAMal a échoué et la révision partielle actuellement en cours, chaotique et dispersée, est sans effet. L'initiative UDC pour la baisse des primes est aujourd'hui l'unique instrument disponible pour empêcher la poursuite de l'explosion des coûts.

Augmentation des primes d'assurance-maladie mensuelles depuis l'entrée en vigueur de la LAMal





Elle met en place la base constitutionnelle qui permet à la Confédération de mener une politique de la santé transparente. Les coûts de toutes les prestations doivent être clairement présentés par un décompte incluant tous les frais. Les fournisseurs et demandeurs de prestations médicales doivent avoir une plus grande liberté économique sans que les assurés soient contraints de renoncer à une offre de base obligatoirement assurée, accessible à tous et librement modulable.

Quelles doivent être les prestations de base obligatoirement assurées?

La santé publique coûte aujourd'hui plus de 50 milliards de francs par an. Les primes ne sont plus supportables pour une tranche importante de la population. L'UDC demande donc une assurance de base solide, performante et exigeant des primes modérées. Il faut mettre en place un système de santé publique transparent qui aiguise la conscience des coûts chez les assurés, les assureurs, les médecins, l'industrie pharmaceutique, les thérapeutes et les hôpitaux. Nous ne nous défilons pas devant la question délicate de savoir ce qui doit faire partie de l'assurance de base et ce qui n'y entre pas, de savoir où se termine la desserte médicale de base et où commence le wellness, le bien-être, qui nous fait certes du bien à tous, mais dont les coûts n'ont pas à être supportés par la collectivité. L'organisation mondiale de la santé définit la santé comme «un état de bien-être total physique, psychique et social». On comprendra qu'une interprétation aussi large de la santé ne peut que faire exploser les coûts jusqu'à ce que tout le système s'effondre. L'UDC demande donc une assurance de base digne de ce nom avec des primes raisonnables.

Lutte contre la drogue

Les drogues ne sont pas des denrées procurant un plaisir innocent, mais des substances qui engendrent rapidement la

dépendance et détruisent le corps et l'esprit. L'objectif de la politique antidrogue de l'UDC est de combattre le trafic de drogues, d'empêcher les jeunes de commencer à consommer et de reconduire les drogués vers l'abstinence. L'UDC refuse strictement la légalisation des drogues dites douces comme le hachisch ou la marijuana. Ces plantes ne sont pas innocentes et présentent aujourd'hui une teneur en THC beaucoup plus élevée et donc beaucoup plus dangereuse que les végétaux originaux. L'UDC s'oppose aussi à la distribution d'héroïne par l'Etat. Offrir de l'héroïne aux drogués, ce n'est pas les guérir, mais c'est prolonger leur dépendance. Il faut encore mener une action dure et déterminée contre la vente et la consommation de cocaïne et de «party drugs».



Positions

L'UDC

- demande avec son initiative pour la baisse des primes une assurance de base solide, se limitant à l'essentiel, moyennant des primes raisonnables;
- demande une politique de la santé transparente reposant sur un décompte qui inclut tous les coûts;
- exige une assurance de base performante encourageant la prise de conscience des coûts auprès de tous les acteurs de la santé publique;
- s'oppose à la médecine d'Etat planifiée et lui préfère un système de libre choix et de libre concurrence dans la santé publique;
- s'engage en faveur d'un système de santé publique de bonne qualité, également dans les régions rurales;
- rejette la légalisation des drogues quelles qu'elles soient.

Résoudre les problèmes au lieu de les reporter



Politique des transports rouge-verte: des bouchons!

Pour assurer le développement de notre économie et notre prospérité, il est indispensable que les transports fonctionnent. Sous la direction du conseiller fédéral Moritz Leuenberger, le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) préfère toutefois miser sur une politique d'obstruction et de renchérissement. Sur fond d'idéologie paternaliste, les automobilistes sont rappelés à l'ordre, discriminés et doivent finalement passer à la caisse. L'UDC s'insurge contre cette politique et défend le libre choix du moyen de transport. Pour développer la mobilité, tous les modes de transport sont nécessaires: la route autant que le rail, la navigation aérienne et les voies navigables, qu'ils relèvent du secteur privé ou public. Aucun mode de transport ne doit être discriminé pour des raisons idéologiques.

La politique des transports en perte de vitesse

La politique suisse des transports est une des grandes perdantes de ces dernières années. Il suffit de considérer les transports aériens (sécurité, accord aérien avec l'Allemagne, milliards gaspillés dans Swiss), le trafic routier (cadeaux faits à l'UE en matière de transit, bouchons, trafic d'agglomération entravant la croissance) ou les transports ferroviaires (trou de plusieurs milliards dans

les NLFA, transports de marchandises peu attrayants, déficit des chemins de fer qui se chiffrent en milliards chaque année) pour constater que, dans tous ces dossiers, le conseiller fédéral Moritz Leuenberger agit de manière regrettable et fait preuve d'incompétence.

Echec de la politique de transfert de la route au rail

Le compte ferroviaire présentait, en 2002 déjà, un déficit de 7,598 milliards de francs. L'objectif des 650 000 camions par an dans le transit alpin d'ici à 2009 ne sera guère atteint en dépit des promesses du Conseil fédéral. Au milieu des années quatre-vingt, la part des transports de marchandises empruntant le rail était même plus élevée qu'aujourd'hui. Malgré des investissements qui se chiffrent en milliards, on ne perçoit aucun transfert véritable de la route au rail. La politique de transfert a donc échoué, mais personne ne veut l'ad-



mettre. Les accords bilatéraux ont attiré des centaines de milliers de camions en Suisse alors que le Conseil fédéral avait assuré que ces accords «n'entraîneraient pas d'avalanche de poids lourds». Pour ménager la politique européenne, on a largement cédé aux exigences de l'UE. A l'origine, la Suisse réclamait 600 francs par trajet de transit. Finalement, le ministre des transports s'est contenté de la somme ridicule de 325 francs. Il est évident qu'à ce prix, le transfert de la route au rail ne peut fonctionner. Il n'est pas acceptable non plus que les transporteurs suisses soient soumis à des normes techniques plus sévères que les transporteurs UE.

Les coûts des grands projets ferroviaires connaissent une évolution très différente de celle qui avait été trompeusement annoncée avant la votation. L'écart entre les promesses et les coûts effectifs ne cesse de s'élargir.

Les NLFA, un gouffre à milliards

Le peuple suisse a approuvé en septembre 1992 le projet des Nouvelles lignes ferroviaires à travers les Alpes (NLFA). Mais à quelles NLFA a-t-il donné son accord? A en croire les promesses faites durant la campagne menée en vue de la votation, les NLFA devaient coûter quelque 10,8 milliards de

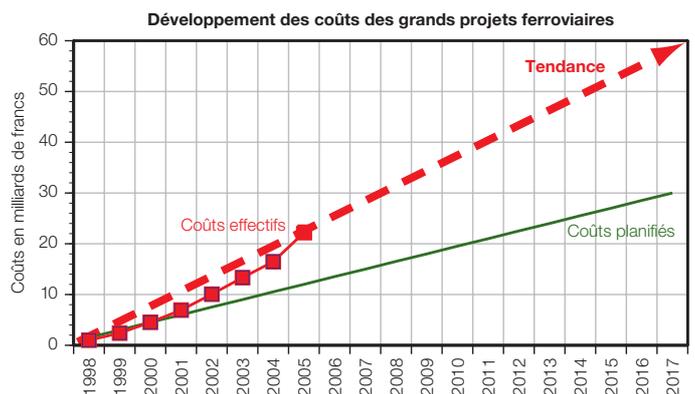


NLFA: un long tunnel et un gros trou dans la caisse fédérale.

Copinage syndicalo-socialiste dans le domaine des transports publics

Moritz **Leuenberger**, conseiller fédéral (PS), chef du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC); Hans **Werder** (PS), secrétaire général du DETEC; Benedikt **Weibel** (PS), ancien patron des CFF; Daniel **Nordmann** (PS), psychologue et ancien syndicaliste, directeur de CFF Cargo; Ernst **Leuenberger** (PS), conseiller aux Etats, président pendant des années du Syndicat des cheminots et de la commission parlementaire des transports et des télécommunications; Peter **Vollmer** (PS), conseiller national, directeur de l'Union des transports publics UTP.

francs, y compris les crédits pour les imprévus. Depuis lors, le budget a déjà été porté à 24 milliards. Selon une analyse du risque, les coûts des deux axes ferroviaires pourraient encore une fois augmenter de quelques milliards de francs. Quant aux frais d'exploitation, ils risquent d'entraîner des milliards de déficit. Il s'avère enfin que les prêts de la Confédération, qui ont permis de financer 25% des investissements, ne pourront être remboursés, en dépit des promesses faites.



Problèmes relatifs au trafic aérien

L'UDC a, dès le début, combattu énergiquement l'engagement désastreux de la Confédération dans la compagnie aérienne Swiss. Mais les mises en garde n'ont pas été entendues. Les autres partis parlaient de perspectives favorables, de capitalisation optimale et d'excellentes chances pour de futures alliances. Mais Swiss subissait chaque jour des pertes de l'ordre d'un million et demi de francs. 2,5 milliards de francs provenant des pouvoirs publics sont depuis lors partis en fumée. La compagnie a subi une cure d'amaigrissement des plus rigoureuses et a perdu son indépendance. Les négociations sur l'accord aérien menées par le conseiller fédéral Leuenberger avec l'Allemagne ont été un désastre. L'Allemagne nous a contraint à signer un accord aérien unilatéral qui va à l'encontre des intérêts de l'aéroport de Kloten. Le nouveau régime des vols d'approche discrimine la Suisse. Il empêche de dormir des centaines de milliers de personnes. Il est grand temps d'ouvrir de nouvelles négociations pour régler ce problème.

Garantir l'infrastructure aéroportuaire

Les aéroports suisses sont des plaques tournantes pour le commerce et le tourisme régionaux et internationaux. L'infrastructure de ces aéroports est un élément essentiel de la création de plus-values dans notre pays et mérite donc des conditions-cadres avantageuses. Il est indispensable que l'infrastructure aéroportuaire suive le développement technique des avions. Alors que le Conseil fédéral met tout en œuvre pour favoriser le rail et son infrastructure, il n'accorde que peu d'attention aux aéroports. Le droit de recours des associations est une entrave supplémentaire dans ce domaine, tout comme le plafonnement des mouvements aériens. Au lieu d'entraver les aéroports dans leur développement, il faut au contraire leur donner une plus grande marge de manœuvre. L'UDC s'engage à ce qu'une partie des impôts sur les huiles

minérales versés à la Confédération par le trafic aérien revienne à l'entretien des infrastructures aéroportuaires.

Fluidifier le trafic au lieu de mener une politique d'obstruction et d'arnaquer les automobilistes

Le trafic individuel représente près de 80% de l'ensemble du trafic des personnes. Dans les transports indigènes de marchandises, la part des véhicules utilitaires privés s'élève à près de 86%. Les transports collectifs ne seront jamais à même de satisfaire aux besoins de notre économie. C'est la raison pour laquelle l'UDC se bat contre le fait que les automobilistes soient de plus en plus considérés comme des hérétiques et des criminels. Les amendes faramineuses et l'abaissement de la vitesse tolérée constituent des abus d'autorité manifestes qui ne sauraient être acceptés. Les automobilistes versent aujourd'hui déjà 7,6 milliards de francs de taxes alors que les routes ne coûtent que 6,8 milliards. L'objectif de la politique de gauche, menée sous l'égide du conseiller fédéral Leuenberger dans le domaine des transports, est de gêner le trafic par des bouchons ou des droits de passage ou péages routiers (road-pricing ou mobility pricing) et de restreindre ainsi la mobilité des citoyens et de l'économie. La discrimination des régions périphériques qui en résulte est sciemment admise. Depuis l'entrée en vigueur de l'accord bilatéral, mal négocié, sur les transports terrestres, la Suisse connaît en permanence des bouchons. La redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP) porte atteinte au commerce et à l'industrie au lieu de transférer le trafic de la route au rail. L'UDC exige des investissements dans les infrastructures routières afin de fluidifier le trafic.



Positions

L'UDC

- défend le libre choix du moyen de transport et rejette des mesures chicanières, entravant la circulation, comme les péages routiers (mobility pricing) ou le plafonnement du nombre de mouvements des avions;
- demande l'achèvement immédiat des tronçons approuvés du réseau des routes nationales et l'élimination des goulets d'étranglement;
- s'oppose aux projets mal adaptés et surfaits visant à transférer le trafic de la route au rail;
- exige une estimation transparente et fiable des coûts des grands projets ferroviaires ainsi qu'une deuxième votation populaire sur les coûts des projets FTP et leur financement;
- exige une nouvelle réglementation du trafic de transit, notamment du trafic lourd sur l'axe nord-sud;
- exige de nouvelles négociations avec l'Allemagne sur le trafic aérien en vue de revenir à l'ancien régime des vols d'approche;
- s'engage pour le développement des aéroports conformément aux besoins de l'économie et du tourisme;
- demande l'extension du réseau routier, en particulier dans les agglomérations.

L'amaque des contrôles automatiques – pure chicanerie pour les conducteurs.

Energie:

Pour un approvisionnement énergétique sûr et avantageux

La politique suisse de l'énergie est à la croisée des chemins. La prochaine échéance des contrats de fourniture d'électricité passés avec des centrales nucléaires françaises et la fin d'exploitation des usines de Beznau I et II ainsi que de Mühleberg poseront de graves problèmes d'approvisionnement à la Suisse à partir de 2020 au plus tard. La consommation d'énergie augmente rapidement non seulement en Suisse, mais aussi dans le reste du monde. Il faudra prendre des mesures pour que la Suisse puisse continuer de profiter d'un approvisionnement

énergétique sûr et avantageux. L'idée d'une société à 2000 watts est purement utopique et ne nous fera certainement pas avancer. Il n'est pas acceptable de compromettre pour des raisons idéologiques l'approvisionnement énergétique du pays et de sa population. Les besoins futurs ne pourront pas être couverts par une exploitation plus efficace de l'énergie et par des mesures d'économie. Il faut s'attaquer immédiatement à ce problème.

De l'électricité produite en Suisse

La Suisse est dans la situation avantageuse de disposer d'importantes ressources hydrauliques. La production suisse d'électricité repose sur deux piliers: la force hydraulique et le nucléaire qui assurent ensemble 95% de l'approvisionnement



Le courant atomique ne produit pas de CO₂.

électrique de notre pays. Même massivement soutenues, les énergies alternatives ne peuvent d'ici à 2035 couvrir que 10% au maximum des besoins suisses en électricité. C'est dire qu'elles ne sauraient remplacer la force hydraulique et le nucléaire. Il convient de garder en réserve une extension de la force hydraulique, mais il faut commencer dès à présent à planifier le remplacement des centrales nucléaires existantes par des nouvelles unités plus performantes. Les réserves d'énergie nucléaire sont suffisantes et la question encore ouverte du stockage des déchets

peut être résolue rapidement et dans le pays même.

De l'énergie propre pour une meilleure protection de l'environnement

Exploité de manière rationnelle, le nucléaire offre une énergie propre et peut apporter une contribution importante à la réduction des émissions de CO₂. La Suisse a atteint un standard élevé en matière de protection de l'environnement. Nombre de valeurs limites d'émission sont plus sévères que les normes UE. Il n'est donc pas nécessaire de prendre des mesures supplémentaires. Toutefois, si les progrès de la science permettent, par exemple, une exploitation plus efficace de l'énergie nucléaire, il faut s'en servir.

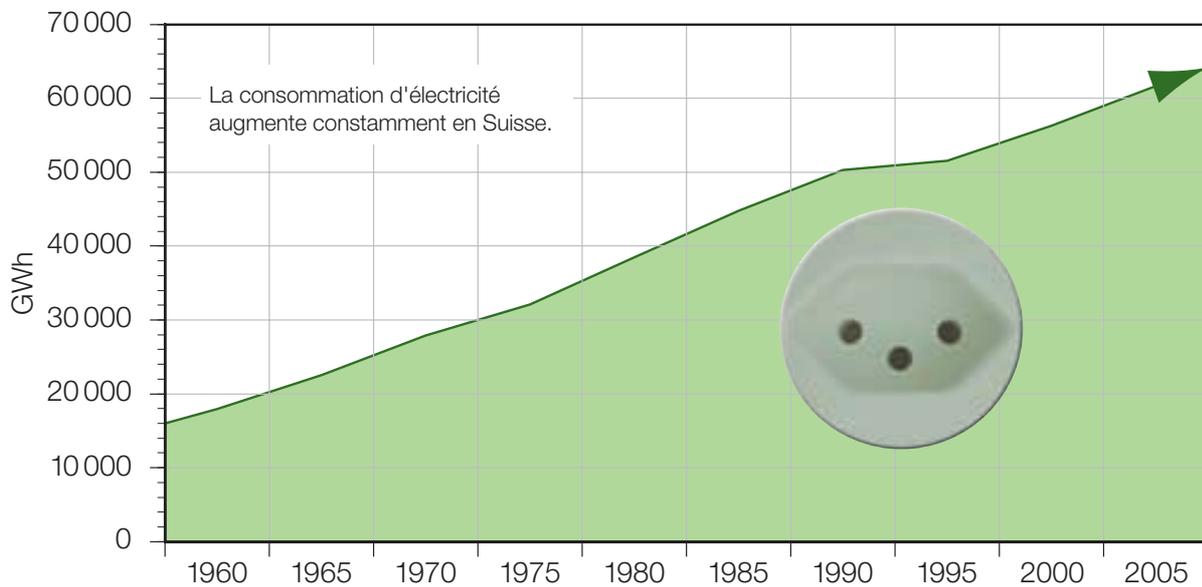


L'importance croissante de la biomasse

La biomasse a le potentiel de devenir une des principales ressources énergétiques alternatives. Sa neutralité sur le plan du CO₂ est d'une importance décisive compte tenu des engagements pris par la Suisse dans le protocole de Kyoto. De plus, il s'agit d'une des rares ressources qui se renouvellent dans notre pays. Le bois est de loin la biomasse la plus importante. Mais il y a encore d'autres manières de tirer de l'énergie de la biomasse. Rappelons que le colza et le sucre, sont deux substances qui peuvent réduire notre dépendance aux énergies fossiles dans le domaine des carburants. L'exploitation de la biomasse offre par ailleurs de nouveaux débouchés à l'agriculture et à la sylviculture. En offrant des conditions-cadres avantageuses à ces branches économiques, on leur permet d'apporter une contribution notable à la production indigène d'électricité et de carburant.



Consommation d'électricité en Suisse de 1960 – 2005

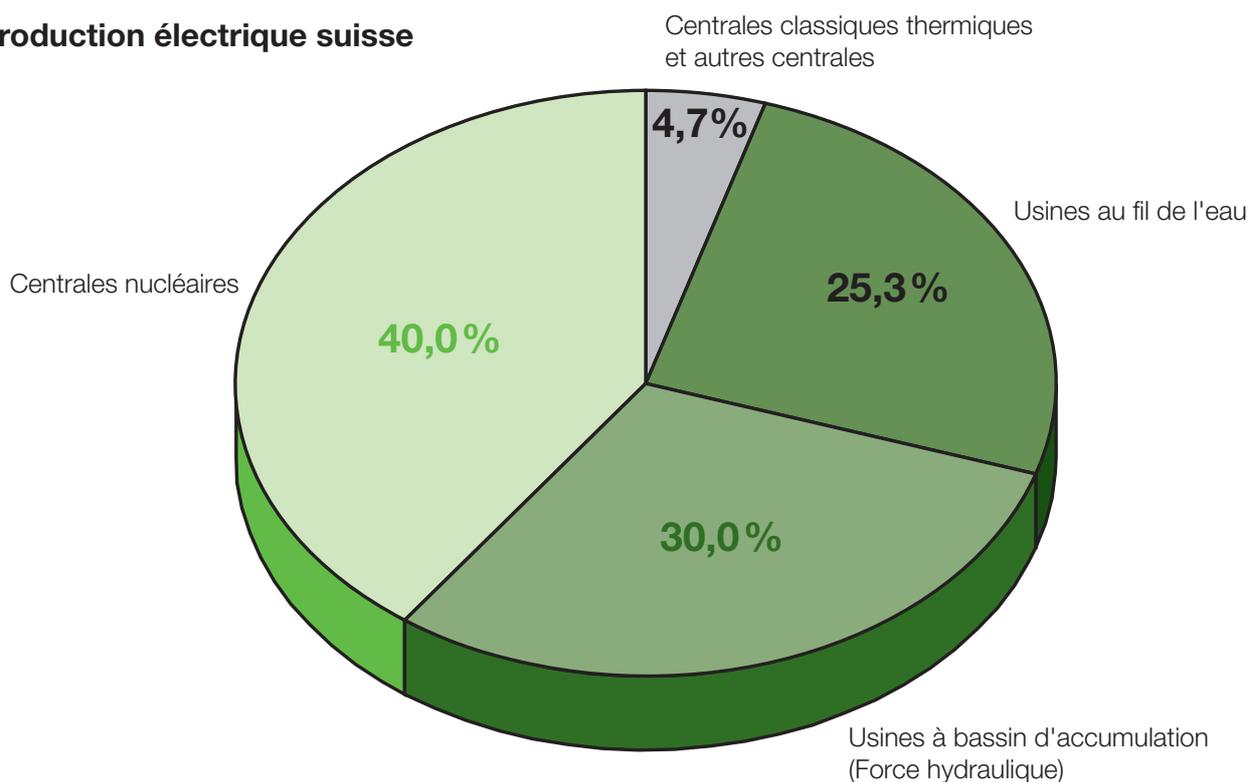


Des énergies avantageuses et non des prélèvements idéologiques

Un approvisionnement énergétique avantageux est central pour notre pays. Sous le couvert de la protection de l'environnement, les partis de gauche avec le soutien actif de leur conseiller fédéral compétent dans ce dossier cherchent constamment à renchérir l'électricité en multipliant les impôts et les taxes.

Cette politique ne protège pas l'environnement, mais nuit à l'économie. Voilà pourquoi l'UDC s'oppose à la taxe CO₂ et à toute réforme «écologique» des impôts. Nos centrales nucléaires et hydrauliques produisent de l'énergie indigène propre et à un prix avantageux.

La production électrique suisse



Positions

L'UDC

- souhaite la poursuite de la production électrique nucléaire qui est sûre et propre et qui garantit l'indépendance de la Suisse. Cette politique constitue aussi une contribution à la lutte contre le réchauffement climatique;
- approuve le recours à des énergies indigènes renouvelables et avantageuses, comme par exemple la biomasse, ainsi que la fixation de conditions-cadres qui permettent à ces formes d'énergie de se développer sur le marché;
- rejette les projets de nouvelles taxes et d'actions de redistribution;
- approuve l'extension de la force hydraulique (notamment des centrales de pompage-turbinage).



Médias:

Diversité et non pensée unique



La liberté des médias est fondamentale dans toute démocratie. La télévision, la radio et la presse sont des facteurs déterminants pour la formation et la diffusion des opinions. Malheureusement, la diversité des opinions est sérieusement compromise dans notre pays après l'arrivée des soixante-huitards dans le paysage médiatique. Les enquêtes et les analyses fondées et critiques ont fait place à des comptes-rendus unilatéraux et monotones. Un petit nombre d'éditeurs de journaux publient toujours les mêmes articles et commentaires sous différents titres. Les radios et les télévisions qui jouissent d'un monopole et de revenus provenant de taxes obligatoires empêchent une véritable concurrence ainsi que la diversité. L'administration publique entretient de grands services de relations publiques qui doivent l'aider à atteindre ses objectifs.



Un sondage représentatif

«Le Temps» et la Télévision Suisse Romande (TSR) ont chargé un institut de sondage d'enquêter sur la réalité professionnelle d'un échantillon représentatif de 200 journalistes romands et alémaniques (...).

Parmi les journalistes, la part de ceux qui votent à gauche atteint 60%, soit deux fois plus que dans l'ensemble de la population.»

(«Der Bund», 25. 9. 2001)



Le poison de la propagande étatique

L'influence cachée, mais ciblée, de notre gouvernement sur les leaders d'opinion a conduit à un nivellement de la presse et des médias dans notre pays. Nos journaux diffusent largement le même message gouvernemental de centre gauche. Seules des différences de ton subsistent encore. La Berne fédérale n'a plus besoin de mettre le grappin sur les médias puisqu'elle les tient déjà largement dans sa main. L'administration fédérale compte environ 750 conseillers en communication représentant 290 postes à plein temps. Cette situa-



tion est dangereuse pour notre pays, car la démocratie est la forme étatique des alternatives: les opinions ne peuvent être «fausses» ou «justes». Elles peuvent uniquement être différentes.

Davantage de concurrence pour la radio et la télévision

L'Etat doit garantir tout au plus la desserte de base radiophonique et télévisuelle. Celle-ci doit assurer un minimum d'informations, d'émissions culturelles et de programmes de divertissement. Il convient également de garantir la desserte des régions périphériques en services médiatiques et de télécommunication. La SSR prélève des redevances pour remplir ces mandats. La garantie de l'approvisionnement de base n'exige cependant pas une situation de monopole. Des productions de niche comme les radios pour la jeunesse, les radios de jazz ou les programmes folkloriques ne font pas partie de la desserte de base. Dans ces domaines, il faut laisser jouer la concurrence de sorte que les producteurs privés soient mis sur le même pied que la SSR. Une place suffisante doit être laissée aux stations privées notamment grâce à une diminution des interdictions de la publicité. En outre, la privatisation de la SSR ne doit pas être un tabou.

Pour une presse écrite diversifiée

Le renforcement du processus de concentration menace aujourd'hui la diversité de la presse écrite comme la diversité des opinions. Les journaux régionaux indépendants deviennent de plus en plus rares. Un petit nombre de personnes dicte l'opinion que la presse doit défendre. L'UDC s'engage pour une liberté d'opinion et de presse qui mérite ce nom. La meilleure contribution que la Confédération puisse apporter à la diversité de la presse écrite serait de renoncer systématiquement à ses propres agents de relations publiques, à ses chargés de la communication et à ses brochures en papier





glacé. Plus le gouvernement et l'administration laissent les médias débattre librement des affaires publiques, plus les comptes-rendus et les commentaires seront attrayants et diversifiés.

Pour un journalisme professionnel et honnête

Un bon travail journalistique doit être honnête, objectif et professionnel. La motivation d'un bon journaliste doit être de montrer la réalité et non de faire triompher son point de vue politique et de traîner dans la boue des personnes ou des partis qu'il n'apprécie pas. Il est curieux de constater que les comptes-rendus d'événements politiques et économiques diffèrent de plus en plus alors que les opinions émises sont toutes les mêmes, souvent jusque dans les détails. Si le travail journalistique était bon, ce serait l'inverse qui devrait se produire. Le fait d'abuser d'une position de monopole national ou régional pour pratiquer un journalisme de campagne doit être condamné. Il est inacceptable que les groupes de presse utilisent leur pouvoir pour influencer la formation et le perfectionnement des journalistes au lieu de le mettre au service d'une formation diversifiée et indépendante.

Positions

L'UDC

- s'engage pour la diversité de l'offre et des opinions dans le paysage médiatique;
- demande de mettre un terme à la propagande que fait l'Etat par le biais des personnes chargées des relations publiques dans l'administration;
- exige une baisse substantielle des redevances à verser à la radio et à la télévision jouissant d'un monopole ainsi qu'une plus grande liberté pour les producteurs privés dans le domaine de la publicité;
- souhaite que le monde de la presse soit animé par une concurrence active, que son offre soit variée et que la formation des journalistes soit indépendante.

La culture est l'affaire de la culture



La culture est ce à quoi les hommes aspirent et ce qu'ils créent pour réaliser des valeurs spirituelles et intellectuelles. Elle ne peut être imposée par l'Etat. Celui-ci peut en revanche la promouvoir. Le plurilinguisme et la diversité culturelle nous ont jusqu'ici préservés d'une culture d'Etat et des mesures d'encouragement qui l'accompagnent. Car toute culture d'Etat (tout comme la subordination au dirigisme culturel de l'UE) met en danger la liberté et la diversité culturelles et conduit à des relations proches de la corruption entre politiciens et artistes. Il convient en revanche de soutenir de manière ciblée et de favoriser sur le plan fiscal le mécénat privé. La culture n'est en principe l'affaire ni de la Confédération, ni des cantons, ni des communes. La culture est essentiellement l'affaire de la culture. La politique culturelle de l'Etat ne peut donc avoir qu'un caractère subsidiaire.

Contre la culture de centre gauche subventionnée

Lorsque l'Etat se met à soutenir la culture, le gouvernement risque de privilégier la culture qui, politiquement, lui est proche. Ainsi, le Conseil fédéral, qui a mené pendant des années une politique de centre gauche, a encouragé une culture correspondant à cet esprit. A l'aide de fondations culturelles publiques, l'accent a été mis sur certaines formes d'expression culturelle sans que celles-ci bénéficient d'une base économique soutenue par la demande. Le problème de l'encouragement public est que celui-ci, de par son essence même, est toujours sélectif et discriminatoire à l'égard de ceux qui n'en profitent pas.

La culture populaire est une culture vivante

La culture populaire ne reçoit que peu de soutien public. Elle vit de l'engagement enthousiaste et bénévole de particuliers et de sociétés, de théâtres amateurs, de sociétés de chant, de formations musicales, d'orchestres de chambre, de groupes folkloriques jusqu'à la «Guggenmusik». Ces amateurs ne visent pas des distinctions abstraites de critiques culturelles internationales, mais l'essence même de la culture: le besoin de créer quelque chose qui fasse plaisir. Ils créent ainsi une authentique culture vécue et proche des besoins du public. Plus l'Etat accroît sa promotion de la culture, plus la culture populaire vécue est poussée à l'écart. La promotion culturelle étatique peut donc avoir un effet destructeur.

Etatisme ou liberté?

En matière de politique culturelle et, en particulier, d'encouragement du cinéma, il faut se demander si c'est la ligne étatique ou au contraire la ligne libérale qui s'impose. Il ne faut pas confondre la remise en question et la suppression de subventions ou de subsides avec la «censure». La création culturelle peut et doit aussi être critique à l'égard de la société et de



l'Etat. Il s'agit là d'une de ses fonctions essentielles. La culture ne doit pas se contenter de «plaire». Elle doit aussi stimuler et inciter à réfléchir et à ressentir. Une «scène culturelle de gauche» autonome est certainement aussi nécessaire qu'une culture classique «bourgeoise» empreinte d'opéras, de concerts et de théâtre, mais aussi d'événements culturels dans la tradition populaire et folklorique. Aucune expression culturelle ne peut cependant prétendre jouir d'un droit garanti à une aide de l'Etat ou à une part fixe au «gâteau» de la promotion culturelle. La politique culturelle ne doit pas non plus servir à imposer une certaine forme culturelle au détriment d'une autre.

Loi de l'offre et de la demande dans le domaine culturel aussi

Plus l'encouragement de la culture est centralisé et «nationalisé», plus il devient sujet à caution. La promotion publique de la culture est moins problématique aux niveaux local et régional, car elle suscite une compétition entre les mécènes et un grand nombre de tendances politiques et de sensibilités entrent en jeu. L'UDC souhaite, dans le domaine de la politique culturelle aussi, laisser jouer la concurrence des idées et la loi de l'offre et de la demande qui caractérise l'économie de marché. Pour avoir du succès, la culture doit plaire au public. Celui qui aime le kitsch doit pouvoir s'en mettre plein la vue autant que ceux pour lesquels les performances artistiques à la limite du bon goût constituent le summum de la culture. Mais il ne faut pas que ces «œuvres» soient financées par l'argent des contribuables et obtiennent ainsi la bénédiction des autorités.



Positions

L'UDC

- est favorable à une culture vivante et libre et s'oppose à toute culture étatique;
- souhaite favoriser sur le plan fiscal le mécénat privé;
- s'engage pour une répartition des contributions à la culture sans discrimination de la culture populaire;
- s'oppose à ce que l'Etat privilégie la création artistique de gauche et les structures d'encouragement enchevêtrées.

Sport:

Le sport stimule le corps et l'esprit

Pratiqué raisonnablement, le sport est bénéfique pour la santé des individus et du peuple tout entier. Une activité sportive judicieuse a des effets positifs sur la santé physique, morale et spirituelle ainsi que sur les performances. De plus, elle favorise l'intégration dans la communauté. Le sport est une école de vie pour la jeunesse, mais aussi une forme idéale de rencontres pour toute la société. La Confédération doit, dans ce domaine, jouer un rôle de coordination et de promotion. Mais la promotion du sport, hormis le sport pour les jeunes et dans les écoles, ne doit pas être essentiellement l'affaire de l'Etat.

Les associations, moteur du sport pour la jeunesse et du sport de masse

Le sport permet de prendre confiance en soi, mais aussi de



Se battre ensemble pour la Suisse.

s'habituer à la frustration. Les enfants et les jeunes apprennent à être prévenants les uns envers les autres et à se maîtriser, mais aussi à se mesurer aux autres et à faire preuve

d'une saine ambition. Le travail accompli dans les associations par des personnes souvent bénévoles qui ne ménagent pas leurs efforts revêt dès lors une importance considérable. Dans les différentes associations et sociétés sportives, les jeunes apprennent, tôt déjà, à assumer des responsabilités et même à exercer des fonctions dirigeantes. Le sport est synonyme de loisirs actifs et réduit le risque de plonger dans la

drogue. Si le sport dans les écoles offre un changement bienvenu dans le quotidien scolaire, le sport de masse permet de compenser le stress de la vie professionnelle. L'activité sportive améliore la qualité de vie en créant un bien-être physique et psychique et en augmentant les performances.



Des milliers de bénévoles

«La Haute école fédérale du sport de Macolin offre diverses formations sportives (...) et nous soutenons aussi le sport d'élite (...). Par ailleurs, ce sont les cantons, les associations et sociétés avec leurs milliers de bénévoles qui constituent le mouvement sportif chez nous.»

(Samuel Schmid, conseiller fédéral, «Neue Zürcher Zeitung», 24. 12. 2005)

Le sport d'élite, une motivation

Le sport de masse constitue une base importante du sport d'élite. A l'inverse, les performances des grands athlètes incitent les jeunes à pratiquer un sport. Il convient d'encourager les sportifs talentueux par des programmes de formation qui combinent l'enseignement scolaire et professionnel et l'éducation sportive, même de niveau professionnel. Les grandes manifestations sportives comme le Championnat européen de football 2008 constituent un facteur de cohésion et de motivation pour tout le pays. Cela dit, l'euphorie déclenchée par des manifestations de ce genre est souvent exploitée abusivement pour tenter d'obtenir des aides fédérales supplémentaires pour certains projets. Il ne faut pas céder à ces pressions. De plus, leur importance au niveau social et économique est considérable. L'enthousiasme de la population et l'engagement de l'économie dans le sponsoring privé sont garants du succès de telles manifestations.



L'esprit sportif contre le dopage et la violence

Ces dernières années, les excès constatés lors de grandes manifestations ainsi que les scandales de dopage dans le sport d'élite ont nui à la bonne réputation du sport. L'esprit sportif et la compétition honnête semblent toujours plus céder la place aux combines intéressées, à l'appât de l'argent et au droit du plus fort. L'UDC demande que des mesures rigoureuses soient prises à l'encontre des athlètes qui consomment des substances dopantes et des hooligans dont la violence s'exerce dans et autour des stades. C'est aux organisateurs qu'il revient de veiller à la sécurité à l'intérieur des stades. Les substantiels bénéfices qu'ils réalisent avec les manifestations sportives doivent avoir une contrepartie au niveau de la sécurité. A l'extérieur des stades et lors de manifestations internationales comme l'Euro 08, l'Etat doit contribuer au maintien de la sécurité. En revanche, toute subvention transversale de manifestations par le biais du budget de la sécurité doit être refusée. Il n'est pas admissible de détourner des moyens financiers supplémentaires en faveur des organisateurs de manifestations sous le prétexte de la sécurité.

Positions

L'UDC

- s'engage pour une éducation sportive dans les écoles et des programmes de formation qui encouragent les sportifs talentueux;
- reconnaît l'importance sociale et économique du sport d'élite et des grands événements sportifs;
- veut un sport sans dopage et demande une action rigoureuse contre les hooligans et les vandales.

L'être humain, la famille et la communauté:

Collaboration et non confrontation

Il est essentiel pour notre avenir que les générations collaborent les unes avec les autres au lieu de s'affronter. La cohésion entre les aînés et les jeunes est indispensable à la stabilité de notre société. L'isolement et la séparation rendent souvent les individus malheureux et même malades. C'est dans la communauté, avec leurs semblables, qu'ils trouvent la protection, la sécurité et le bonheur.



Renforcer la famille traditionnelle

Le mariage et la famille constituent toujours le fondement et le noyau de notre communauté. Chaque couple est libre de choisir sa forme de cohabitation familiale, mais il doit ensuite assumer les conséquences de son choix. Les familles traditionnelles et les personnes qui élèvent seules leurs enfants méritent une protection particulière et une reconnaissance de l'Etat et de la société. Les familles apportent une contribution notable au bon fonctionnement de la société. Les parents sont responsables de l'éducation et du développement de leurs enfants. Les enfants apprennent ainsi le sens de l'entraide, le respect des autres et la manière de régler les conflits. La famille offre aux enfants la protection et l'attention nécessaires. Elle veille à ce que ses membres se soutiennent durant toute la vie. Des offres d'accueil en nombre suffisant

doivent être mises en place pour les enfants qui grandissent sans la protection de la famille. Mais cela n'est pas l'affaire de la Confédération. Les cantons et les communes, qui connaissent le mieux les situations locales, doivent y veiller. L'objectif ne doit pas être de mettre en place un dispositif d'accueil national, mais de laisser de la place aux initiatives privées. L'Etat doit intervenir là où c'est nécessaire, mais non pas promouvoir

une forme de garde des enfants plus qu'une autre. La responsabilité à l'intérieur de la famille passe avant l'intervention de l'Etat. La promotion de la famille commence par le domaine fiscal. L'UDC préconise des allègements fiscaux en faveur des familles. Il s'agit de décharger aussi bien les parents que les personnes qui s'occupent de leurs proches. En agissant de cette manière, l'Etat encourage la responsabilité individuelle et récompense celles et ceux qui veillent à leur propre entretien et à celui de leurs familles.

Ne pas discriminer les personnes vivant seules

Près de la moitié des ménages suisses sont aujourd'hui des ménages d'une personne. Peu importe que ce mode de vie ait été librement choisi ou qu'il soit le fruit du destin, l'Etat ne devrait ni discriminer socialement les personnes vivant seules, ni les taxer exagérément. Ces personnes fournissent aussi



leur contribution à la collectivité puisqu'elles participent au financement des infrastructures pour les familles, les enfants et la formation sans en profiter directement. Il s'agit en outre souvent de bons consommateurs qui contribuent ainsi au développement de notre économie. L'UDC s'oppose à toute tentative visant à exiger encore plus des personnes vivant seules.

Femme et homme, des partenaires dans le monde du travail et de la politique

La femme et l'homme sont des partenaires qui ont la même valeur et les mêmes droits. Ils doivent trouver un mode de vie et une répartition des tâches qui soient conformes à leur situation et ne lèsent aucun des deux et surtout pas les enfants. L'UDC défend une politique dans laquelle les femmes et les hommes s'engagent ensemble et non les uns contre les autres. Peu importe que ce soit l'homme ou la femme, c'est la personne la mieux à même de le faire qui doit assumer une



tâche donnée. L'égalité des droits entre femmes et hommes et l'égalité des salaires pour un travail de valeur égale sont une évidence pour l'UDC. Edicter des réglementations bureaucratiques à tour de bras pour réaliser l'égalité est tout aussi vain que de se lancer dans la «guerre des sexes». L'UDC combat donc l'égalitarisme et soutient un engagement responsable et dans l'esprit du partenariat de la femme et de l'homme au sein de la famille, dans la société, dans la profession et dans la politique.

Notre jeunesse – notre avenir

Les enfants en bas âge ont besoin d'au moins une personne de référence fixe pour assurer par la suite leur stabilité psychique. Les institutions publiques telles que crèches, places d'accueil pour les repas de midi, etc. ne peuvent, ni ne doivent, remplacer l'amour et les soins prodigués par les parents. L'éducation des enfants, de leur naissance à leur majorité, incombe aux parents et ne peut être simplement déléguée à l'Etat. Le soutien et la reconnaissance ainsi que de bonnes possibilités de développement, de formation et de perfectionnement sont d'une importance capitale pour notre jeunesse. Or, c'est la famille qui est la mieux placée pour leur donner. L'UDC soutient les sociétés et les associations de jeunesse qui ont un rôle capital dans l'aménagement de la vie et des loisirs.

Pour une politique active en matière de vieillesse

1,2 million de rentiers AVS vivent actuellement dans notre pays. Après de longues années de labeur, les personnes âgées ont droit à un niveau de vie acceptable et, si nécessaire, à une prise en charge suffisante. Les aînés doivent avoir la possibilité de participer à la vie sociale tant qu'ils en ont la force au niveau physique et intellectuel. Un nombre toujours plus restreint d'actifs doit payer la sécurité sociale pour un

«La population doit prendre conscience du fait que le salut réside non pas dans la politique sociale et ses comptes d'apothicaire, mais dans la libération en vue d'agir de manière autonome.»

(Peter Ruch, pasteur réformé, dans la «Neue Zürcher Zeitung», 10. 1. 2006)

nombre toujours plus important de personnes âgées. Une attention toute particulière doit donc être portée à la sauvegarde de la prévoyance vieillesse. L'UDC s'engage afin que les caisses-maladie soutiennent financièrement les soins à domicile dans une mesure raisonnable. Il convient en outre de construire les foyers pour personnes âgées au centre des villages ou des quartiers urbains afin que les résidents puissent sentir la vie autour d'eux et rencontrer d'autres personnes.

L'Eglise et l'Etat se complètent

L'UDC reconnaît la tradition chrétienne occidentale. Les Eglises sont invitées à offrir aux hommes aide et soutien par la proclamation de la Parole et la pastorale. L'UDC soutient sans restriction la liberté de croyance et de conscience que la Constitution fédérale garantit à tous les habitants de la Suisse. En revanche, elle rejette les revendications politiques de nature religieuse et leurs symboles (par exemple, les minarets). La liberté de conscience et de croyance est garantie dans notre pays. Il n'appartient ni à un parti ni à l'Etat de s'immiscer dans les questions de croyance et de décréter ce qu'il faut croire. Mais la liberté de conscience et de croyance doit aussi signifier la liberté pour les Eglises de proclamer la Parole et de déployer leurs activités dans le cadre de la paix religieuse. En outre, les Eglises n'ont pas à faire de la politique. L'UDC regrette profondément les prises de positions unilatérales et idéologiques de fonctionnaires ecclésiastiques qui minent le mandat pastoral et évangélique des Eglises.

«L'Eglise ne peut ni ne doit prendre en main la bataille politique pour édifier une société la plus juste possible. Elle ne peut ni ne doit se mettre à la place de l'Etat.»

(Pape Benoît XVI, *Deus Caritas est* (Lettre encyclique, deuxième partie, chap. 28a)

Positions

L'UDC

- veut soutenir les familles par des facilités juridiques et fiscales;
- reconnaît l'égalité de la femme et de l'homme dans le monde du travail et de la politique;
- s'engage pour que les familles puissent de leur propre responsabilité répartir les rôles et le travail en leur sein. Elle demande donc la suppression des bureaux de l'égalité et autres institutions publiques réglementant la vie de famille;
- considère que l'éducation des enfants est une tâche qui incombe en priorité aux parents;
- demande que des structures d'accueil de jour ne soient mises en place que si elles répondent à un réel besoin; leur financement doit être essentiellement privé. Dans des cas clairement définis, les autorités cantonales et locales peuvent collaborer avec l'économie privée;
- exige que la prévoyance vieillesse soit assurée;
- s'oppose à toute manifestation de puissance de nature politico-religieuse;
- demande aux Eglises de se consacrer à la pastorale et non à la politique quotidienne.



Cathédrale St-Pierre, Genève.

La voie de l'avenir:

Responsabilité individuelle et non socialisme



Il existe encore en Suisse une bourgeoisie travailleuse et dure à la tâche qui tient à assumer ses responsabilités, une bourgeoisie qui n'appelle pas l'Etat au secours à la première difficulté. Mais un socialisme perfide s'est imposé dans notre pays, avec un peu de retard, mais d'autant plus de force. La vague s'est abattue dans les années 1990 qui constituent une véritable décennie sociale-démocrate au cours de laquelle les dépenses de l'Etat, les recettes fiscales, les redevances et les primes ont explosé tandis que les dettes s'accumulaient. Avec habileté, les redistributeurs patentés de la gauche se sont emparés des postes-clés du monde politique, social, médiatique et culturel, faisant affluer l'argent de l'Etat dans leurs poches et dans celles de leur clientèle.

Rééducation par la gauche

Suite à un programme de rééducation en règle, la liberté, la responsabilité individuelle et l'esprit d'entreprise sont soudain devenus suspects. Le premier devoir d'un employeur soucieux de la bonne marche de son entreprise et des emplois qu'elle offre, à savoir réaliser des bénéfices, est de plus en plus remis en question sur le plan moral. Or, les bons industriels, artisans et chefs de PME sont les véritables «travailleurs

sociaux» de notre pays. Etre social, ce n'est pas prendre de l'argent dans une caisse pour la placer dans une autre ou distribuer généreusement l'argent des autres. Etre vraiment social, c'est créer des emplois et prendre soin de soi et des siens en assumant ses responsabilités et sans tomber à la charge de la collectivité.

Abandonner le modèle de réussite?

Le modèle de réussite suisse se fonde sur un Etat équilibré, disposant d'une économie libérale et prospère. Il n'y a aucune raison valable de s'en écarter – comme nous avons malheureusement commencé à le faire depuis quelques années. Depuis l'effondrement du socialisme, les nouveaux Etats membres de l'UE ont systématiquement misé sur une économie de marché libérale. Même les Etats à direction sociale-démocrate comme les pays scandinaves ont lancé des programmes de réforme libéraux. Seule la Suisse continue sur la voie du socialisme, sous la protection de médias à tendance majoritairement de gauche. Nulle part dans le monde, le pouvoir des autorités, l'interventionnisme de l'Etat et la densité réglementaire ne se sont autant accrus qu'en Suisse ces dernières années. La quote-part de l'Etat a davantage augmenté en Suisse que dans tous les pays de l'OCDE.

Retour au modèle de réussite!

Au lieu de poursuivre sur une voie socialiste désastreuse qui, comme on le sait, nous enfonce dans le chômage, l'endettement et la pauvreté, il serait temps de retrouver l'héritage libéral pour miser sur le travail et la responsabilité individuelle, la concurrence et les marchés ouverts, la libre formation des prix et la stabilité monétaire, sur la propriété privée et non sur la redistribution, sur davantage de liberté et moins d'Etat. Ce sont ces valeurs que l'UDC soutient dans notre pays. Quiconque souhaite que notre pays aille de l'avant n'a d'autre choix que l'UDC!

Nous vous remercions de votre confiance



L'UDC vous remercie de votre intérêt. Nous défendons des positions nettes, nous parlons clair et nous nous battons de toutes nos forces pour vos intérêts. Nous serions heureux de vous avoir comme membre. Et nous nous réjouissons de chaque soutien financier. Vous pouvez nous faire parvenir votre don à l'adresse suivante:

Union démocratique du centre

Secrétariat général
Case postale 8252
3001 Berne
CCP 30-8828-5
Courriel: info@svp.ch



Si vous souhaitez de plus amples informations sur notre parti et nos positions ou si vous voulez devenir membre, visitez notre site Internet à l'adresse www.udc.ch ou renvoyez-nous le talon ci-dessous:

- Je soutiens la politique de l'UDC et je deviens membre de l'UDC.
- Je souhaite avoir de plus amples informations sur l'UDC.
- Je souhaite avoir plus d'informations sur le thème suivant: _____

Nom: _____

Prénom: _____

Rue/No.: _____

NP/Lieu: _____

Téléphone: _____

Courriel: _____

Merci de renvoyer le talon à l'adresse suivante: UDC Suisse, Case postale 8252, 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, fax 031 300 58 59, courriel: info@svp.ch

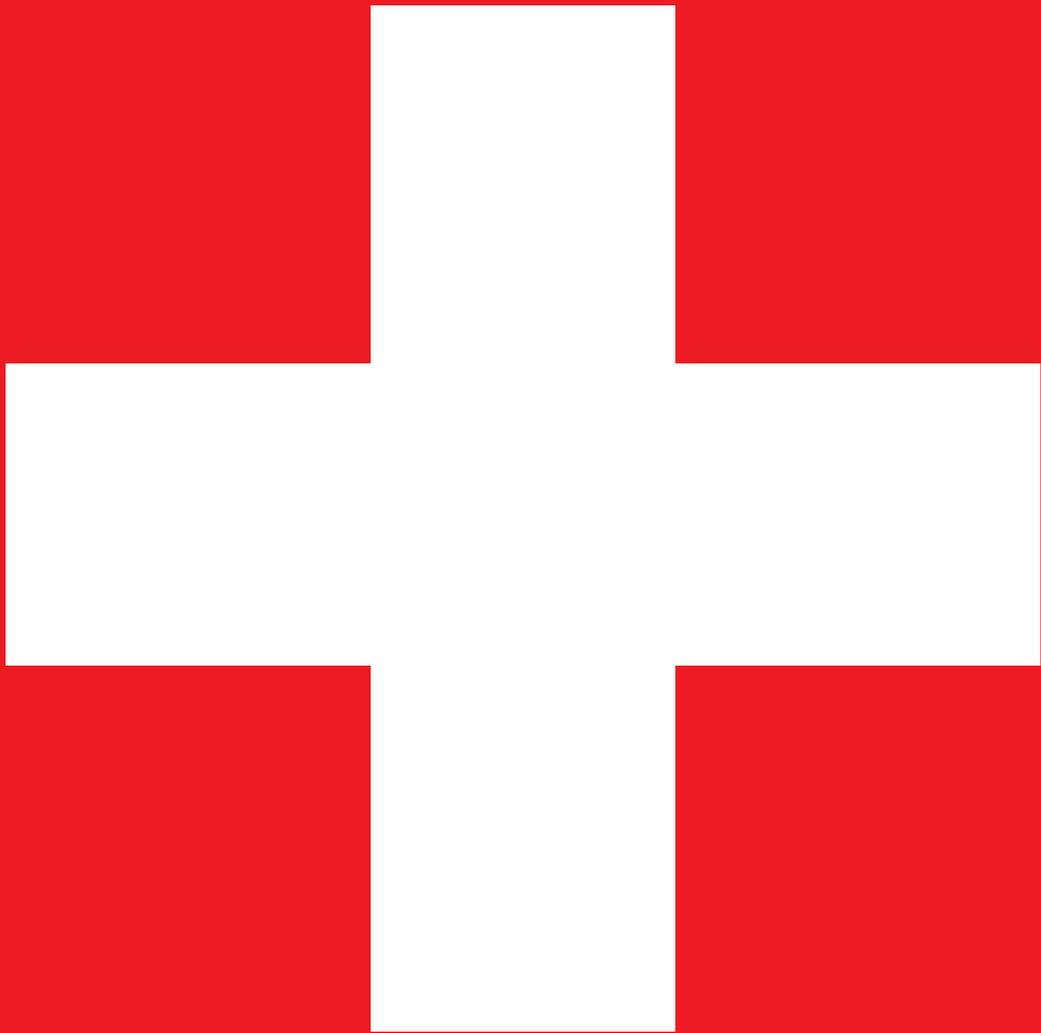


Répertoire des mots-clefs

Abus dans le droit d'asile	5, 19, 42	Frein à l'endettement	30, 33
AC	56, 58	Frontières	34, 35, 38, 49
Accords bilatéraux	62	FTP	65
Aide sociale	42, 47, 59	Hautes écoles	53, 55
Alcool	22, 52	Hommes	6, 7, 24, 48, 57, 59, 74, 79, 80
Allègement	25, 30, 50, 53	Immigration clandestine	46
Amendes	7, 35, 64	Immigration en masse	19
Approvisionnement électrique	66	Impôts	5, 12, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 31, 33, 50, 56, 64, 68
Armée	8, 11, 16, 19, 20, 21, 38, 39, 40, 41	Impulsions	57, 59
Armes	40, 41	Indépendance	6, 8, 10, 11, 13, 19, 38, 43, 55, 64, 69
Arnaque	7	Infrastructure	64
Arts et métiers	5, 26, 27	Initiative pour la baisse des primes	61
Associations	27, 29, 36, 64, 76, 79	Intégration	10, 11, 35, 42, 44, 45, 47, 76
Assurance-maladie	5, 24, 43, 56, 60	Invalides simulateurs	58
Avenir	7, 10, 27, 56, 57, 78, 79, 82	Jeunes	5, 36, 53, 57, 61, 76, 77, 78
AVS	56, 57, 59, 79	Journalisme	73
Biomasse	67, 69	LAMal	60
Bouchons	5, 62, 65	Lésions corporelles	34, 36, 37
Bureaucratie	5, 10, 22, 26, 27	Liberté	6, 9, 10, 29, 34, 37, 50, 61, 70, 71, 73, 74, 80, 82
Caisse de pension	32	Libre circulation des personnes	57
Carburant	68	Loisirs	76, 79
Chômage	19, 22, 28, 45, 47, 58, 59, 82	Mandat	40, 41, 49, 50, 80
Cigarettes	52	Marché	5, 12, 21, 26, 27, 45, 48, 49, 53, 55, 57, 69, 75, 82
Classes moyennes	24	Milice	38, 40, 41
Commission de recours en matière d'asile	43	Militaire	11
Conditions	26, 34, 36, 48, 49, 55, 64, 67, 69	Minarets	80
Copinage	26, 63	Naturalisation	44, 47
Criminalité	5, 19, 34, 35, 36, 37, 45	Neutralité	6, 8, 11, 16, 19, 20, 21, 38, 39, 40, 41, 67
Criminalité étrangère	34	NLFA	62, 63
Culture	7, 8, 54, 74, 75	Nucléaire	24, 66, 69
Déficit	7, 48, 58, 62, 63	OMC	49
Délinquants	36, 37, 47	OTAN	39, 41
Démocratie directe	9, 11, 16, 38	Paielements directs	49, 50
Dépendance	59, 61, 67	Paix	9, 20, 38, 39, 52, 80
Dépenses sociales	7, 56	Performance	12, 52, 56
Dettes publiques	57	Place financière	19, 28
Discipline	33, 36, 52	Places d'apprentissage	53, 55
Dopage	77	PME	26, 27, 82
Drogues	16, 52, 61	Police	6, 32, 35, 37, 41
Droit de recours des associations	27, 64	Politique de défense	16
Ecole	52	Propagande étatique	71
Eglise	80	Prosperité	6, 7, 8, 9, 22, 24, 27, 28, 62
Emploi	7, 26, 28, 48	Protection de l'environnement	25, 66, 68
Enfants	7, 13, 16, 19, 31, 52, 55, 76, 78, 79, 80	Qualité suisse	9
Entreprises	22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 32, 50, 53, 55	Quote-part de l'Etat	24, 33, 82
EPF	55	Quote-part fiscale	24
Famille	5, 7, 23, 43, 78, 79, 80	Radio	70, 71, 73
Fédéralisme	8, 11, 12, 13, 16, 19	Recherche	37, 39, 55
Femmes	6, 7, 24, 34, 46, 48, 57, 59, 79	Redevances	5, 7, 22, 23, 24, 25, 50, 71, 73, 82
Force hydraulique	66	Redistribution	24, 58, 69, 82
Formation	5, 16, 19, 41, 52, 53, 55, 57, 70, 73, 77, 79, 82	Référendum en matière de traités d'Etat	21
Formation professionnelle	53, 55	Régions périphériques	65, 71



Regroupement familial	44, 45
Requérants d'asile	42, 43, 44
Responsabilité	9, 13, 14, 38, 39, 40, 52, 55, 78, 80, 82
Schengen	35
Secret protégeant les clients des banques	28
Socialisme	24, 82
SSR	71
Subventions	33, 49, 74
SUVA	27
Taxe CO ₂	68
Taxes	5, 7, 22, 23, 24, 25, 50, 64, 68, 69, 70
Télévision	70, 71, 73
Terrorisme	5, 20, 38, 41
Tourisme	16, 28, 29, 48, 64, 65
Touristes criminels	35
Trafic d'agglomération	62
Transports	32, 48, 62, 63, 64, 65
Transports aériens	62
Tribunaux	14, 35, 37
TVA	7, 19, 22, 24, 26, 28, 29
UE	6, 7, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 21, 28, 35, 62, 63, 66, 74, 82
Vandalisme	34, 37
Violence	34, 35, 36, 38, 40, 52, 77



ISBN: 978-3-033-01091-8